



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

8579^e séance

Jeudi 18 juillet 2019, à 15 heures

New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M. Popolizio Bardales.	(Pérou)
<i>Membres :</i>	Afrique du Sud	M. Matjila
	Allemagne	M. Heusgen
	Belgique	M ^{me} Van Vlierberge
	Chine	M. Wu Haitao
	Côte d'Ivoire	M. Moriko
	États-Unis d'Amérique	M ^{me} Norman-Chalet
	Fédération de Russie	M. Polyanskiy
	France	M. de Rivière
	Guinée équatoriale	M. Elé Ela
	Indonésie	M. Djani
	Koweït	M. Alahmad
	Pologne	M ^{me} Wronecka
	République dominicaine	M. Singer Weisinger
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Allen

Ordre du jour

Consolidation et pérennisation de la paix

Le renforcement des partenariats facilitant le déroulement des transitions dirigées par les pays

Lettre datée du 27 juin 2019, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Pérou auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2019/540)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Consolidation et pérennisation de la paix

Le renforcement des partenariats facilitant le déroulement des transitions dirigées par les pays

Lettre datée du 27 juin 2019, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Pérou auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2019/540)

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants d'Haïti et du Timor-Leste à participer à la présente séance.

Au nom de Conseil, je souhaite la bienvenue à S. E. M. Bocchit Edmond, Ministre des affaires étrangères et des cultes de la République d'Haïti, et à S. E. M. Fidelis Leite Magalhães, Ministre des réformes juridiques et des affaires parlementaires du Timor-Leste.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à faire à un exposé, à participer à la présente séance : M. Franck Bousquet, Directeur principal du Groupe Fragilité, conflits et violence de la Banque mondiale; M. Yero Baldeh, Directeur du Bureau de coordination des états en transition de la Banque africaine de développement; et S. E. M. Carlos Holmes Trujillo García, Ministre des relations extérieures de la République de Colombie, en sa qualité de Président de la Commission de consolidation de la paix.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2019/540, qui contient une lettre datée du 27 juin 2019, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Pérou auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant une note de cadrage sur la question à l'examen.

Je souhaite une chaleureuse bienvenue au Secrétaire général, S. E. M. António Guterres, et je lui donne maintenant la parole.

Le Secrétaire général (*parle en espagnol*) : Je remercie la présidence péruvienne d'avoir convoqué le présent débat.

(l'orateur poursuit en anglais)

Les missions politiques spéciales et les opérations de maintien de la paix des Nations Unies comptent parmi les outils les plus efficaces dont nous disposons pour promouvoir et maintenir la paix et la sécurité internationales, mais elles sont temporaires. Nous sommes en train de concentrer nos efforts sur les périodes de transition, lorsque nos missions sont reconfigurées ou qu'elles quittent le pays. Un processus de transition est généralement le résultat d'une avancée vers la paix. C'est un moment d'espoir, de possibilité et de promesse – une occasion de nous réengager et de redynamiser notre engagement, le moment d'aider les gouvernements eux-mêmes à promouvoir des politiques et des programmes qui s'attaquent aux causes profondes des crises et des conflits et de mettre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 au centre de nos efforts.

Mais les processus de transition des missions posent aussi des risques. Il se peut que la communauté internationale accorde moins d'attention au pays concerné. Les gains stratégiques obtenus durant des décennies de soutien international ne tiennent qu'à un fil et les pertes en vies humaines, la dévastation économique et la perte des gains en matière de développement dues au retour au conflit peuvent aller bien au-delà des frontières du pays.

Il nous faut apprendre des exemples précédents, notamment ceux de Timor-leste et de la Côte d'Ivoire, qui fournissent d'importants enseignements sur le partenariat et la continuité. Des transitions dirigées par les pays et tournées vers l'avenir sont donc une priorité pour l'ensemble du système des Nations Unies. Alors qu'elles assument des responsabilités accrues s'agissant des tâches de sécurité et de consolidation de la paix, les autorités nationales et les communautés ont besoin d'un appui continu de la part d'équipes de pays des Nations Unies et de partenaires multilatéraux et bilatéraux revigorés afin que leur engagement dans la voie de la paix durable et du développement soit irréversible. Il nous faut privilégier et renforcer les partenariats avec les parties prenantes nationales à l'échelle du système des Nations Unies et avec les institutions financières internationales et les États Membres aux fins d'une action collective visant à garantir leur succès.

L'ONU doit jouer un rôle global et cohérent dans les processus de transition et travailler d'une façon intégrée pour lutter contre les moteurs du conflit, qui sont interdépendants et sont souvent tenaces : la pauvreté,

la marginalisation, les inégalités, la discrimination et les violations des droits de la personne, exacerbées par les changements climatiques et les mouvements de population. Notre processus de réforme en cours favorise un plus grand engagement collectif en appui aux efforts nationaux tout au long de continuum de paix – du déploiement d’une mission de maintien de la paix ou politique à son retrait ou à sa reconfiguration.

Mais l’ONU ne peut pas gérer - et ne gère pas - seule la transition d’une opération de paix. Nombre d’autres institutions et de groupes sont impliqués. Comme je l’ai dit tout à l’heure, ce sont les gouvernements qui sont les partenaires les plus importants, mais les bailleurs de fonds, les organisations internationales et régionales, les institutions financières, la société civile, les institutions locales et la communauté d’affaires jouent tous un rôle essentiel. L’ONU peut apporter une importante valeur ajoutée en formulant des idées et en ralliant l’expertise et les ressources de différents secteurs autour de priorités nationales définies par le pays. La nature évolutive de notre soutien accroît notre responsabilité de collaborer, de communiquer et de participer à un effort collectif où chacun a un rôle à jouer et a intérêt à ce qu’il aboutisse.

Je me félicite de la présence de représentants de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement ici aujourd’hui. Ces deux institutions ont été des partenaires extrêmement précieux dans nombre de processus de transition que nous avons observés. Des partenariats solides entre l’ONU et d’autres organisations, notamment des organisations régionales et sous-régionales et des institutions financières internationales, peuvent aider à éviter une baisse brusque de soutien tandis que notre présence est reconfigurée. Nous avons déjà des modèles réussis qui peuvent éclairer les processus de transition. Par exemple, en 2016, l’ONU, la Banque mondiale et l’Union européenne ont aidé le Gouvernement de la République centrafricaine à élaborer un plan national de relèvement et de consolidation de la paix, et les bailleurs de fonds ont annoncé des contributions de 2,2 milliards de dollars pour le mettre en œuvre.

La Commission de consolidation de la paix, dont le Président est avec nous aujourd’hui, a un pouvoir rassembleur et un rôle consultatif, et elle s’est également révélée être un outil efficace pour renforcer la cohérence entre les parties prenantes et veiller à ce que la communauté internationale accorde une attention continue aux besoins à long terme. Le chapitre « transition » du Fonds pour la consolidation de la paix

couvre maintenant deux années avant le retrait d’une mission et cinq années après. J’encourage tous les États Membres à contribuer à cette importante ressource et à renforcer sensiblement sa capacité.

Plus tôt cette année, j’ai fait de la transition une priorité de l’Organisation et accordé une attention particulière aux contextes de transition dans plusieurs pays. L’Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) et l’équipe de pays ont travaillé avec le Gouvernement sur une stratégie de transition globale. Cette année, la MINUAD a dégagé 32 millions de dollars sur son budget à des activités conjointes avec l’équipe de pays des Nations Unies dans des domaines prioritaires, notamment l’état de droit, les droits de la personne, et des solutions durables pour les personnes déplacées, en coordination étroite avec le Gouvernement.

En Haïti, les piliers paix et développement des Nations Unies ont formulé une approche commune pour appuyer les institutions chargées de l’état de droit et de la gouvernance depuis la création de la Mission des Nations Unies pour l’appui à la justice en Haïti en 2017. L’équipe de pays met la dernière main à un ensemble de projets dans des domaines prioritaires identifiés par le Gouvernement haïtien, dont certains seront financés pour la première fois en Haïti par le Fonds pour la consolidation de la paix. De concert avec l’Union européenne, nous avons, ces trois dernières années, fourni un financement de 12 millions de dollars, dans le cadre de l’Initiative Spotlight, pour lutter contre la violence fondée sur le genre.

En Colombie, nous avons répondu à la demande du Gouvernement d’appuyer le processus de paix avec deux missions politiques successives, travaillant en étroite collaboration avec notre équipe de pays. Je salue aussi les initiatives en cours ici au Siège pour fournir un appui plus global. Par exemple, le Département des opérations de paix et ONU-Femmes ont lancé une initiative conjointe sur les analyses des conflits tenant compte des questions de genre qui permet à notre Bureau intégré en Haïti d’assurer une planification reposant sur une bonne connaissance des risques.

Les pays qui se relèvent d’un conflit peuvent avoir à faire face à des défis urgents et complexes, notamment le désarmement et la réforme du secteur de la sécurité, les processus de réconciliation et de responsabilisation, et la corruption. Ces pays ont besoin d’un soutien multiforme aux fins d’un leadership politique, d’institutions fortes et inclusives, de l’état de droit, des droits de l’homme, de l’égalité des sexes et du développement durable pour

s'attaquer aux causes profondes du conflit. La justice transitionnelle et l'établissement des responsabilités pour les crimes graves et les atteintes aux droits de la personne sont essentiels pour instaurer une paix durable. Nous sommes déterminés à promouvoir les quatre piliers de la justice transitionnelle : la vérité, afin de reconnaître les crimes commis; la justice, afin que les responsables aient à en répondre; les réparations, afin que les victimes et les communautés soient compensées pour les torts subis; et enfin et surtout, la mise en place de réformes, afin que les atrocités et les crimes graves ne se reproduisent jamais.

Le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable est un outil central pour l'appui multilatéral sous la direction d'un système des coordonnateurs résidents renforcé et autonome. Nos bureaux politiques régionaux aident aussi les coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies à consolider les gains engrangés en matière de consolidation de la paix dans la phase faisant suite au retrait de la mission. Ainsi, les bons offices du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel ont été essentiels pour faire face à la crise politique au Libéria à la suite des élections présidentielles de 2017.

Tenir les promesses du Programme de développement durable à l'horizon 2030, c'est tenir celles faites à ceux qui ont été les plus oubliés – les populations des pays en proie à des conflits et des crises. L'ONU est fermement résolue à aider les pays qui s'efforcent de se redresser après un conflit et de réaliser leurs aspirations à la paix, à la stabilité et à un avenir meilleur. Nous continuerons de renforcer les partenariats afin d'améliorer la cohérence et d'accroître la responsabilisation dans l'ensemble des activités de paix.

En contrepartie, j'exhorte chacun d'entre nous à se tenir aux côtés des pays dans lesquels les missions des Nations Unies traversent une phase de transition afin de leur permettre de mettre en œuvre le Programme 2030 et de contribuer à la pérennisation de la paix pour le bien des populations que nous servons.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie le Secrétaire général de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Bousquet.

M. Bousquet (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je me réjouis de l'occasion qui m'est offerte de prendre la parole aujourd'hui devant le Conseil.

Au nom de la Directrice générale de la Banque mondiale, Kristalina Georgieva, je tiens à remercier les responsables de l'ONU ainsi que les membres du Conseil de sécurité, en particulier la présidence péruvienne, d'avoir convoqué la présente séance sur ce thème si important.

La question dont nous débattons aujourd'hui – à savoir la manière d'apporter un soutien efficace aux pays en situation de fragilité, en proie à des conflits et à la violence –, représente l'un des principaux enjeux de notre époque. Pour le Groupe de la Banque mondiale, il s'agit d'un aspect absolument central de sa mission consistant à éliminer l'extrême pauvreté.

Au cours des trois dernières décennies, la communauté internationale a fait des progrès spectaculaires en ce qui concerne la réduction de la pauvreté dans le monde. Nous n'ignorons cependant pas que, dans les faits, la pauvreté est en augmentation dans les pays en situation de fragilité, en proie aux conflits et à la violence, et l'on estime que, si nous ne faisons rien, d'ici à 2030, environ 50 % des personnes en situation d'extrême pauvreté vivront dans des contextes fragiles. Nous savons par ailleurs que les conflits sont en hausse. En fait, les conflits violents sont plus nombreux aujourd'hui qu'au cours des 30 dernières années, et nous constatons qu'un nombre sans précédent de personnes fuient les conflits et la violence, avec plus de 70 millions de personnes déplacées de force dans le monde, soit deux fois plus qu'il y a 20 ans. Ces chiffres montrent que si nous voulons mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici à 2030 et atteindre les objectifs de développement durable, nous devons consacrer nos efforts à la lutte contre la fragilité, les conflits et la violence.

Ces dernières années, le Groupe de la Banque mondiale a considérablement accru ses investissements dans ce domaine en doublant le montant des ressources financières, lesquelles sont passées de 7 à 14 milliards de dollars, en faveur des pays à faible revenu, fragiles et touchés par des conflits, dans le cadre de l'Association internationale de développement (IDA), notre fonds pour les pays les plus pauvres.

Le financement est certes essentiel, mais il n'est pas suffisant. En effet, il nous faut agir différemment si nous voulons apporter un changement positif et durable dans les contextes fragiles. C'est pourquoi nous avons modifié la démarche adoptée dans le cadre de l'IDA afin de privilégier la prévention, apporter un soutien aux réfugiés et aux communautés d'accueil, sachant que cela représente un enjeu tant sur le plan humanitaire qu'en

matière de développement, et encourager le secteur privé à investir dans les contextes les plus difficiles. Peut-être plus important encore, nous avons renforcé nos partenariats dans les domaines de l'aide humanitaire, du développement et de la paix. Je tiens à féliciter le Secrétaire général pour son engagement personnel en la matière. Dans son exposé, il a insisté avec force et conviction sur la nécessité d'une approche plus cohérente s'appuyant sur les complémentarités et les avantages comparatifs de chacun des acteurs.

À ce propos, nous nous réjouissons tout particulièrement au sein de la Banque mondiale du partenariat étroit conclu entre l'ONU et le Groupe de la Banque mondiale – Cadre de partenariat pour les situations de crise – qui nous a permis de renforcer notre coopération sur le terrain dans plus de 40 pays en situation de fragilité, en proie aux conflits et à la violence. Nous avons également renforcé nos partenariats avec un large éventail d'acteurs extérieurs à l'ONU, notamment la Banque africaine de développement, l'Union européenne (UE), les organisations de la société civile et les partenaires bilatéraux, grâce à ce que nous appelons des diagnostics conjoints, des opérations conjointes de relèvement, des évaluations de consolidation de la paix et des engagements opérationnels sur le terrain.

Ainsi, en réponse à la détérioration de la situation au Burkina Faso, nous travaillons actuellement en pleine coopération avec l'ONU, sous la direction du Bureau d'appui à la consolidation de la paix, de l'UE et de la Banque africaine de développement, pour venir en aide au pays par le biais d'une évaluation conjointe en matière de prévention et de consolidation de la paix. Ce travail est essentiel pour étudier la manière dont nous pouvons appuyer de manière collective les efforts du Gouvernement pour promouvoir la paix et préserver la cohésion sociale, et pour veiller à ce que le soutien renforcé des partenaires internationaux soit efficacement coordonné et conforme à une stratégie globale liant prévention, secours, relèvement et développement.

Malgré les progrès importants réalisés, il reste encore beaucoup à faire. C'est pourquoi le Groupe de la Banque mondiale, s'appuyant sur les progrès réalisés dans le cadre de l'IDA, est en train d'élaborer la première stratégie destinée à relever les défis posés par les situations de fragilité, les conflits et la violence. Nous savons que l'appui au développement diffère selon qu'il s'agit d'un contexte fragile ou d'un contexte qui ne l'est pas, étant donné les faibles capacités, l'insécurité et le climat social instable qui caractérisent ces contextes.

Par conséquent, notre prochaine stratégie s'inspirera du programme de pérennisation de la paix et visera à faire en sorte que notre démarche soutienne pleinement les communautés les plus vulnérables et contribue efficacement aux efforts déployés par la communauté internationale pour promouvoir la paix et la prospérité. Concrètement, cette stratégie proposera d'adapter nos interventions aux diverses situations de fragilité, tout en respectant notre mandat en tant qu'acteur du développement et en travaillant en partenariat étroit avec les Nations Unies et les autres acteurs. C'est essentiel, car nous savons que pour maximiser l'impact de notre action sur le terrain, nous devons nous attaquer aux causes profondes et diverses des situations de fragilité et proposer des solutions adaptées au contexte local spécifique. J'aimerais par conséquent mettre l'accent sur quatre piliers clefs de notre engagement sur lesquels nous concentrons actuellement nos efforts.

Le premier pilier concerne la prévention. En tant qu'acteur du développement, nous renforçons nos investissements en matière de prévention afin de mieux faire face aux risques et d'éviter de façon préventive des crises de grande ampleur. La prévention sauve des vies et des ressources. Comme nous l'a appris l'étude phare menée en collaboration avec l'ONU, *Chemins pour la paix : approches inclusives pour la prévention des conflits violents*, chaque dollar investi dans la prévention permet d'économiser environ 16 dollars. Par conséquent, en mettant l'accent sur la prévention, nous pouvons consacrer une partie plus importante de nos ressources aux avancées en matière de développement durable, au lieu d'intervenir sans cesse pour des situations d'urgence. Le soutien que nous apportons aux jeunes, aux femmes et aux communautés pastorales au Niger illustre parfaitement cette démarche, par laquelle nous aidons de manière adéquate le Gouvernement à apaiser les tensions qui sont souvent à l'origine de conflits violents.

Le deuxième pilier concerne les situations de conflit, l'objectif étant de préserver les institutions essentielles et de garantir la fourniture de services. À titre d'exemple, au Yémen nous travaillons en partenariat avec l'ONU en vue de consacrer plus de 1,8 milliard de dollars à des programmes de développement axés sur le renforcement des capacités, l'amélioration des capacités de résistance des institutions locales et la préservation des progrès durement acquis en matière de développement, en totale complémentarité avec le travail humanitaire fondamental accompli par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Programme alimentaire mondial, l'UNICEF et d'autres partenaires.

Les partenariats avec les acteurs de la sécurité, tels que les missions de maintien de la paix des Nations Unies en République démocratique du Congo, au Mali ou en République centrafricaine, ont également joué un rôle déterminant dans l'appui au développement dans les contextes les plus fragiles. Ainsi, en République centrafricaine, la Banque mondiale collabore très étroitement avec la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine afin d'appuyer les efforts de consolidation de la paix et de cohésion sociale en offrant des possibilités d'emploi à court terme à plus de 20 000 travailleurs dans certaines des régions les plus dangereuses du pays, renforçant ainsi la présence et la légitimité de l'État aux yeux des citoyens.

Le troisième pilier concerne l'aide apportée aux pays en phase délicate de transition afin qu'ils puissent échapper au piège de la fragilité sur le long terme. Le renforcement de la légitimité et des capacités de l'État, la promotion d'institutions inclusives et le renouvellement du contrat social conclu entre les citoyens et l'État s'avèrent essentiels à cet égard. Nous travaillons également en partenariat avec l'ONU, sous la direction du Département des opérations de paix, pour évaluer l'incidence macroéconomique et financière du maintien de la paix en période de transition. En Somalie, nous travaillons en partenariat avec la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie pour aider le Gouvernement fédéral à évaluer la viabilité financière du secteur de la sécurité et la solidité de son système de gestion des finances publiques, dans le cadre d'un pays en phase de transition.

Le quatrième et dernier pilier concerne l'aide apportée aux pays afin de limiter les retombées négatives des déplacements forcés, engendrés par la fragilité, les conflits et la violence. À titre d'exemple, dans des pays d'accueil de réfugiés, tels que l'Éthiopie, le Bangladesh, la Jordanie, le Liban et la Colombie, nous complétons le travail important accompli par les acteurs humanitaires en privilégiant des solutions de développement à long terme en faveur des réfugiés et des communautés d'accueil, notamment en œuvrant très étroitement avec le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés à la promotion des réformes politiques nécessaires pour renforcer la cohésion sociale.

Je conclurai en soulignant que cette démarche découle de notre ferme conviction que les partenariats sont essentiels pour prévenir efficacement les conflits, renforcer la résilience et pérenniser la paix. Ce n'est

que par l'action collective que nous pourrons mener à bien notre mission consistant à mettre fin à l'extrême pauvreté, et ce n'est qu'avec une vision commune que nous serons en mesure de soutenir efficacement les personnes vulnérables, défavorisées et marginalisées.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Bousquet de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Baldeh.

M. Baldeh (*parle en anglais*) : Au nom du Président du Groupe de la Banque africaine de développement, M. Akirwumi Adesina, nous remercions le Conseil de sécurité de la possibilité qui nous est offerte de participer au présent débat. Nous remercions le Conseil de sécurité, en particulier la Mission péruvienne, d'avoir organisé cette séance d'information et saluons la contribution de l'ONU au renforcement des initiatives de consolidation de la paix sur le continent africain et dans le monde.

La paix ne peut se construire et devenir pérenne que si les causes sous-jacentes des conflits – qu'elles soient politiques, économiques, sociales, environnementales ou autres – sont traitées de manière efficace. La plupart des situations de fragilité dans le monde se situent dans des pays africains. Ils sont nos partenaires, nos voisins. Par conséquent, donner aux pays africains les moyens de sortir de cette fragilité est un élément central de notre mission.

Au cours des dernières années, notre institution s'est attachée à identifier les causes profondes de la fragilité et des conflits et à y remédier en renforçant les capacités de résistance des économies, des institutions et des communautés en Afrique. Notre stratégie pour 2014-2019 pour remédier à la fragilité et renforcer la résilience en Afrique est un aspect essentiel de nos efforts. Cette stratégie va dans le sens de la consolidation et de la pérennisation de la paix en se concentrant sur trois axes d'intérêt principaux : premièrement, renforcement des capacités de l'État et création d'institutions efficaces; deuxièmement, promotion d'un accès équitable à l'emploi et aux services de base; et troisièmement, instauration d'un dialogue politique direct sur les questions de fragilité, préconisant des mesures visant à améliorer la résilience et à bâtir des partenariats pour y parvenir. Tous ces éléments sont essentiels à la mise en œuvre des objectifs de développement durable figurant dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Au niveau opérationnel, nos actions ont porté sur deux axes fondamentaux : premièrement, un accroissement des ressources disponibles pour répondre aux situations de fragilité sur l'ensemble du continent et, deuxièmement, le renforcement de notre stratégie d'intervention afin qu'elle soit plus souple et réponde mieux aux situations de fragilité.

En ce qui concerne les ressources financières, nous nous sommes dotés d'un mécanisme de financement spécifique, le Mécanisme d'appui à la transition. Cette source de financement réservée à taux préférentiel du Fonds africain de développement repose sur trois volets de financement. Le premier volet fournit un appui complémentaire aux gouvernements nationaux confrontés à des problèmes spécifiques de fragilité. Le deuxième volet vise à apurer les arriérés afin de permettre aux gouvernements de reprendre leurs activités, comme cela a été fait avec succès au Libéria en 2007 et en Côte d'Ivoire en 2009. Nous traitons actuellement les arriérés de la Somalie. Le troisième volet porte sur les programmes d'assistance technique afin de renforcer les capacités d'exécution des institutions nationales et régionales. Les ressources allouées au Mécanisme d'aide à la transition ont été essentielles pour répondre aux besoins pressants et changeants des situations de fragilité aux niveaux national et régional.

Comme l'a récemment déclaré à Madagascar le Président du Groupe de la Banque africaine de développement, M. Akirwumi Adesina, la fragilité ne doit pas être considérée comme un état permanent. Des nations peuvent passer par une phase de fragilité, mais elles peuvent en sortir et devenir des nations stables, dynamiques, prospères et solides. Cette vision optimiste du renforcement des capacités de résistance pour faciliter le déroulement des transitions dirigées par les pays concernés pour sortir de la fragilité est au cœur de la démarche de la Banque.

Ainsi, dans le cas de la Côte d'Ivoire, nous avons joué un rôle central, aux côtés d'autres partenaires, notamment l'ONU et la Banque mondiale, pour aider ce pays à réussir sa transition au cours de la dernière décennie. De 2008 à 2017, la Côte d'Ivoire a bénéficié de ressources provenant des trois volets du Mécanisme d'appui à la transition, en plus d'autres instruments financiers mis à disposition par le Groupe de la Banque africaine de développement. Ce pays a pu bénéficier de l'appui financier et technique nécessaire pour sortir de deux crises civiles qui ont dévasté son économie, son infrastructure, ses institutions et sa cohésion sociale.

C'est grâce à une forte complémentarité entre les partenaires, en particulier l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, que nous avons été en mesure de travailler ensemble pour appuyer la transition réussie, sous contrôle national, de la Côte d'Ivoire.

En Gambie, une transition du pouvoir menée avec succès au niveau national en 2017 a bénéficié d'efforts de médiation politique et d'initiatives régionales de maintien de la paix, après deux décennies de vulnérabilité structurelle et de marginalisation. Toutefois, cette transition a mis en lumière la nécessité de renforcer à long terme les capacités de résistance des institutions, des services, de la justice et de l'unité nationale. Depuis lors, le Groupe de la Banque africaine de développement a collaboré avec des organismes des Nations Unies, la Banque mondiale et d'autres partenaires pour aider le Gouvernement gambien à reconstruire une économie inclusive, restaurer la confiance dans les institutions judiciaires et gouvernementales et renforcer l'intégration régionale.

Nous continuerons à nous inspirer des enseignements tirés de l'expérience dans l'examen des transitions actuelles et futures au sein du continent. Plus important encore, il est essentiel d'identifier les possibilités d'intervenir rapidement et de travailler en étroite coordination avec les communautés, le gouvernement et les partenaires internationaux si l'on veut éviter les cycles de fragilité.

Il ne suffit toutefois pas d'examiner les sources de fragilité. Nous devons également examiner la manière dont nous pouvons, en tant que banque et en tant que communauté de développement, identifier et renforcer de façon plus régulière les capacités de résistance afin d'atténuer plus efficacement les vulnérabilités aux niveaux local, national et régional.

À cette fin, nos interventions s'appuient sur un nouveau cadre analytique fondé sur les données, l'Instrument d'évaluation des capacités de résistance et de la fragilité des pays. Cet instrument identifie les pressions subies et les capacités nationales et régionales de gestion des risques et des chocs extérieurs. Ce cadre procède d'une démarche multisectorielle et multidimensionnelle visant à identifier les points d'impact ciblés afin de remédier à la fragilité, de renforcer les capacités de résistance et de consolider la paix en Afrique. L'Instrument d'évaluation des capacités de résistance et de la fragilité des pays s'inspire des travaux du Groupe de la Banque sur les évaluations de la fragilité, qui ont permis de procéder à une analyse plus approfondie de ce

phénomène et d'éclairer le processus d'élaboration des stratégies et opérations nationales et régionales axées sur la fragilité. Plusieurs de ces évaluations ont été menées en coordination avec des partenaires, tels que le Groupe de la Banque mondiale. En tant qu'acteurs du développement, nous devons continuer à multiplier nos efforts en matière de partage des informations et de coordination, en nous appuyant sur les instruments et les analyses dont nous disposons afin de répondre de manière collective aux situations de fragilité et de conflit.

La semaine dernière encore, comme l'a rappelé mon collègue Franck Bousquet, nous avons travaillé avec le Gouvernement du Burkina Faso, aux côtés de l'Union européenne, de l'ONU et de la Banque mondiale, à une évaluation globale de la prévention et de la consolidation de la paix. Les conclusions de cette évaluation nous permettront de faire face aux nouvelles menaces qui pèsent sur la sécurité à l'intérieur du pays et au-delà de ses frontières. Nos interventions porteront sur les communautés les plus vulnérables afin d'améliorer leur inclusion économique et sociale.

Les moyens mis en œuvre pour lutter contre la fragilité et renforcer la résilience ne se limitent pas à nos frontières nationales. La fragilité revêt de plus en plus un caractère régional. Les retombées sont une source majeure de vulnérabilité sur le continent africain et au-delà. Des facteurs tels que l'absence de débouchés économiques pour une population jeune en croissance rapide, les conflits communautaires et l'extrémisme, l'instabilité politique et les changements climatiques peuvent provoquer une accélération des déplacements forcés et des migrations irrégulières, avec des effets déstabilisateurs dans toutes les régions.

Les partenariats conclus entre des acteurs nationaux, régionaux et internationaux dans le cadre du lien existant entre l'humanitaire, la paix et le développement sont essentiels pour remédier aux facteurs de fragilité au niveau régional. Ainsi, dans le cadre du Groupe de cinq pays du Sahel, nous avons œuvré de concert avec des organisations internationales et des partenaires de développement pour mettre sur pied une alliance en 2017, l'objectif étant de promouvoir la stabilité et la résilience dans la région. Il s'agit là d'un exemple significatif de la manière dont nous pouvons parvenir à des résultats collectifs en matière de développement en améliorant l'échange d'informations et en mettant à profit les avantages comparatifs des différents acteurs pour mettre en œuvre des interventions ciblées. Dans le cadre de ces efforts, les projets du Groupe de la Banque africaine

de développement ont porté sur le renforcement de la résilience dans des domaines clefs tels que l'agriculture, l'eau et l'assainissement, l'énergie et les changements climatiques, l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes et l'intégration régionale.

La mise en place d'économies régionales plus intégrées et plus résilientes est un élément important de la lutte contre la vulnérabilité régionale. Le Groupe de la Banque africaine de développement est en mesure d'utiliser son pouvoir de rassemblement pour engager un dialogue sur les politiques, en complément des partenaires qui sont largement présents sur le terrain dans des environnements fragiles et touchés par un conflit, tels que l'ONU et le Groupe de la Banque mondiale. En réunissant les gouvernements, les acteurs régionaux et les partenaires de développement pour tirer parti d'une croissance économique inclusive et durable, il est possible de réduire le risque de polarisation transfrontalière et d'instabilité régionale. Il faut notamment trouver des solutions souples pour encourager l'investissement du secteur privé dans les situations fragiles, l'accent étant mis sur la participation des femmes et des jeunes à l'économie.

Alors que la Banque attend avec impatience le lancement de son programme sur la fragilité en 2020 et au-delà, nous réfléchissons à certaines des leçons plus générales que nous avons tirées de notre travail dans des situations fragiles et des situations de conflit. Premièrement, nous notons l'importance d'adopter une approche d'édification de l'État axée sur la politique inclusive, la sécurité des citoyens et la justice, en plus des besoins plus traditionnels de développement humain et économique. Deuxièmement, nous avons besoin d'une programmation à long terme pour mettre en place des institutions compétentes et légitimes, capables de gérer efficacement les défis de la fragilité. Troisièmement, il faut créer des emplois durables et améliorer les moyens de subsistance grâce au développement du secteur privé. Quatrièmement, la bonne gouvernance est essentielle pour renforcer la légitimité de l'État, en particulier en améliorant la gestion des finances publiques, la gestion des ressources naturelles et la lutte contre la corruption.

Le Groupe de la Banque africaine de développement se réjouit à la perspective d'approfondir les partenariats aux niveaux national, régional et continental avec les partenaires de développement, y compris les organismes des Nations Unies, en vue d'exploiter les résultats du développement collectif et de renforcer la résilience en Afrique. Il s'agit notamment de mener

des travaux analytiques conjoints sur les conflits, la fragilité et la consolidation de la paix; d'élargir les opérations visant à promouvoir et à consolider la bonne gouvernance; de tirer parti des solutions publiques et privées pour maximiser l'impact du développement sur le terrain; de consolider la coopération et les partenariats pour relever les défis régionaux; et d'approfondir la complémentarité pour une plus grande division du travail entre les institutions dans des contextes fragiles spécifiques, par rapport à nos domaines d'avantages comparatifs et à nos mandats.

Je tiens à réaffirmer que le Groupe de la Banque africaine de développement demeure déterminé à œuvrer au sein de la communauté humanitaire, de la paix et du développement pour appuyer les transitions menées par les pays et renforcer la résilience régionale.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Baldeh de son exposé.

Je donne à présent la parole à M. Trujillo García.

M. Trujillo García (*parle en espagnol*) : Je voudrais remercier la présidence péruvienne d'avoir convoqué cette séance du Conseil de sécurité, qui vise à étudier le rôle important des partenariats stratégiques dans les situations de transition pour la consolidation et la pérennisation de la paix. En outre, je voudrais saisir cette occasion pour exprimer notre gratitude au Secrétaire général pour son appui à la Commission de consolidation de la paix.

Lorsque la Colombie a assumé la présidence de la Commission de consolidation de la paix au début de cette année, nous avons fait de la promotion de partenariats efficaces en matière de consolidation de la paix avec les acteurs concernés l'une de nos priorités, afin de concentrer nos efforts sur la consolidation et la pérennisation de la paix, en particulier la bonne gouvernance, la promotion de la réconciliation nationale et le règlement des causes profondes des conflits.

À cet égard, l'ampleur, la portée et la nature de la proposition figurant dans les résolutions jumelles de 2016 sur l'examen du dispositif de consolidation de la paix (résolution 2282 (2016) du Conseil de sécurité et résolution 70/262 de l'Assemblée générale) exigent que l'ONU n'agisse pas seule dans ses efforts pour appuyer les priorités nationales. Comme le montre l'expérience de mon pays, l'existence de partenariats efficaces entre l'ONU, les gouvernements nationaux et d'autres acteurs clefs, notamment les organismes internationaux, régionaux et sous-régionaux; les institutions financières

internationales; la société civile et, le cas échéant, le secteur privé, est importante pour la réussite des initiatives entreprises dans cette tâche essentielle.

Le défi de la consolidation et de la pérennisation de la paix est essentiel dans les situations de transition. Une fois les opérations de paix terminées, c'est aux autorités qu'il incombe au premier chef de préserver les acquis dans ce domaine. Dans des cas récents, les opérations de maintien de la paix ont élaboré des plans conjoints de transition avec les gouvernements hôtes, comme c'est le cas au Timor-Leste, en Côte d'Ivoire et au Libéria. Toutefois, la planification conjointe des transitions peut être plus complexe dans les cas où les capacités du gouvernement dans les scénarios post-conflit sont faibles.

Dans ces cas, des partenariats solides et coordonnés entre les acteurs concernés sont indispensables pour combler les lacunes en matière de capacités politiques, institutionnelles et financières, ainsi que pour empêcher un recul des gains en matière de paix après le retrait de ces opérations. La fin des opérations en Côte d'Ivoire en 2017 et au Libéria en 2018 et les transitions en cours dans d'autres pays sont de bons exemples de l'importance de déployer des efforts cohérents pour soutenir les processus de paix à différents stades.

L'un des principaux objectifs de la Commission est de combler le déficit de capacités institutionnelles et structurelles et d'aider les pays en transition à faire face au risque croissant de récurrence d'un conflit. Dans les contextes de transition, les réductions de financement constituent un risque latent. Progressivement, la Commission a utilisé son pouvoir de mobilisation pour promouvoir ces partenariats efficaces afin d'assurer un appui international durable. Au Libéria, par exemple, la Commission a donné des conseils au Conseil de sécurité sur l'élaboration d'un plan national de consolidation de la paix. Cela a fourni un cadre tripartite aux Nations Unies, à la Banque mondiale et à l'Union européenne pour coordonner leurs travaux dans le cadre du Mécanisme d'évaluation conjointe sur le relèvement et la consolidation de la paix. Sur cette base, il a été créé un fonds d'affectation spéciale pluripartenaires, qui bénéficie de l'appui du Fonds pour la consolidation de la paix pour développer son rôle de catalyseur. Le Libéria a encore besoin de différentes ressources pour atteindre ses objectifs de développement.

Conscient du rôle que la Commission peut jouer pour assurer le succès des transitions, le Conseil de sécurité a demandé son avis dans des cas particuliers,

notamment avant le renouvellement des mandats et les transitions. La déclaration du Président du Conseil de sécurité de décembre 2018 (S/PRST/2018/20) souligne la valeur ajoutée des conseils de la Commission dans le retrait des opérations de paix au Libéria et en Sierra Leone. Elle a également encouragé la Commission à présenter des recommandations pertinentes sur les priorités nationales en matière de consolidation de la paix dans le contexte de la formation, de l'examen et de la transition des mandats. Le Conseil a également reconnu que la plateforme de la Commission peut être utilisée pour examiner les bonnes pratiques dans les phases de transition des pays respectifs. En ma qualité de Président, j'attends avec intérêt de poursuivre la mise en œuvre de cette déclaration de la Présidence au cours du second semestre de cette année.

Les réunions de la Commission ont permis de mieux comprendre les défis multidimensionnels du contexte des opérations de maintien de la paix. Elles ont également une approche plus globale des problèmes rencontrés par les pays touchés par un conflit, au-delà des impératifs de paix et de sécurité.

En Guinée-Bissau, par exemple, la Commission de consolidation de la paix a informé le Conseil des problèmes politiques, sécuritaires, sociaux et de développement complexes qui se posent dans le contexte de la transition prochaine du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau. À cet égard, la Commission a également fait part au Conseil de sécurité des points de vue des organisations régionales et des institutions financières internationales, remplissant ainsi son rôle consultatif auprès de cet organe. La Banque mondiale et la Commission de consolidation de la paix ont récemment tenu un dialogue officiel en vue de renforcer le partenariat entre les deux organisations dans le cadre de leurs activités d'aide à la consolidation de la paix dans les pays concernés. Au cours de ce dialogue, la délégation de la Commission et la Banque ont eu l'occasion de renforcer ces partenariats dans les pays prioritaires communs. Nous apprécions la présence de la Banque à cette séance, preuve de ce que nous pouvons accomplir si nous travaillons de manière coordonnée.

Le Conseil de sécurité peut utiliser les capacités de la Commission de consolidation de la paix pour promouvoir la cohérence entre les efforts de consolidation de la paix de l'ONU et des autres organisations. C'est particulièrement évident dans le contexte de son étude des situations régionales pertinentes. C'est dans

des contextes complexes, comme dans la région du Sahel, où interviennent diverses parties prenantes, que la Commission de consolidation de la paix peut favoriser des approches cohérentes et coordonnées.

En outre, je voudrais souligner que les femmes et les jeunes sont des acteurs clefs dans les processus de consolidation de la paix et qu'ils devraient être associés de manière significative à tous nos efforts. Dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie en matière d'égalité des genres, la Commission a organisé des débats sur la problématique femmes-hommes dans les transitions et sur le financement d'initiatives axées sur ce thème.

Il m'est impossible de ne pas parler de mon propre pays. Nous revenons tout juste d'une visite du Conseil de sécurité dans le cadre des travaux de la mission politique spéciale qui y opère. La Colombie a bénéficié de l'action coordonnée des divers organismes et organes des Nations Unies, ce qui lui a permis d'être plus efficace dans la consolidation de la paix. C'est la raison pour laquelle nous venons de demander le renouvellement du mandat de la mission politique spéciale pour une année supplémentaire.

Les processus nationaux doivent permettre le développement des capacités qui donnent aux États les moyens de s'attaquer aux causes profondes des conflits afin de les surmonter. La Commission est dans une position unique pour fournir au Conseil des perspectives larges et diverses en matière de consolidation de la paix.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie S.E. M. Carlos Holmes Trujillo García, Ministre des relations extérieures de la Colombie, pour les informations qu'il a fournies.

Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de Ministre des relations extérieures du Pérou.

Je remercie le Secrétaire général António Guterres de son précieux exposé, ainsi que les éminents orateurs de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement et le Ministre colombien des relations extérieures, S. E. M. Carlos Holmes Trujillo García, intervenant en sa qualité de Président de la Commission de consolidation de la paix. Je me félicite également de la présence du Ministre de la réforme de la législation et des affaires parlementaires du Timor-Leste, S. E. M. Manuel Leite Magalhães, et du Ministre des affaires étrangères et du culte de la République d'Haïti, M. Edmond Bocchit.

La convocation de la présente séance est motivée par l'importance et la priorité que le Pérou attache à l'établissement de partenariats visant à promouvoir la consolidation et la pérennisation de la paix grâce à une coopération et une coordination accrues entre le Conseil et les divers acteurs impliqués dans la promotion de la paix, du développement et des droits de l'homme.

Conformément aux résolutions jumelles (résolution 2282 (2016) du Conseil de sécurité et résolution 70/262 de l'Assemblée générale) adoptées en 2016 et réaffirmées par les deux organes en 2018, via l'adoption de la résolution 2413 (2018), sous la présidence péruvienne (voir S/PV.8245), et de la résolution 72/276 de l'Assemblée générale, nous soulignons que les institutions nationales doivent assumer ces processus et être capables de prévenir et résoudre les conflits, de susciter un consensus national pour la bonne gouvernance, de se focaliser sur la population, en particulier les plus vulnérables, et de mener la lutte contre l'impunité et la corruption. Le forum politique de haut niveau pour le développement durable qui se tient également au Siège ces jours-ci accorde pour la première fois cette année une attention particulière à l'objectif du développement durable 16, qui nous engage tous à bâtir des sociétés pacifiques et inclusives dotées d'institutions transparentes et responsables.

Nous croyons que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 représente le cadre universel approprié pour l'appui du système des Nations Unies aux efforts nationaux de consolidation et de pérennisation de la paix. Les faits montrent que la participation des différents acteurs nationaux est cruciale pour instaurer un état de droit capable de surmonter les conflits, de promouvoir le développement durable, en accordant une attention particulière à l'inclusion politique et sociale, à la stabilité macroéconomique et à l'accès à la justice.

Dans le cadre de ses propres responsabilités en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil doit veiller à ce que les opérations de paix des Nations Unies soient planifiées et gérées de manière à assurer une transition appropriée vers la consolidation et la pérennisation de la paix. À cette fin, nous avons tiré toute une série d'enseignements précieux dans diverses régions du monde. Nous savons aussi qu'il n'existe pas de modèles ou de recettes uniques. Il importe de créer des partenariats novateurs pour aider les pays touchés par un conflit, en tenant compte de leur situation particulière, de leurs besoins et de leurs priorités.

À cette fin, chaque situation devrait être examinée en fonction de ses propres critères, indicateurs et paramètres d'évaluation indépendants; mais les résultats doivent permettre de s'attaquer aux causes profondes des conflits, conformément aux priorités nationales de développement, et de mettre en place des mécanismes efficaces pour prévenir leur réapparition. À cet égard, nous soulignons qu'il importe que les différents acteurs nationaux s'impliquent et dirigent leurs propres processus de transition.

Le soutien et l'autonomisation des organisations de femmes et de jeunes sont essentiels à l'élaboration d'une vision commune de l'avenir. À cet égard, je tiens à souligner les progrès réalisés en Haïti, qui est le pays de notre hémisphère qui a accueilli la plus grande opération de maintien de la paix où plus de 7 000 soldats péruviens ont servi. Nous espérons que le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti sera renforcé et renforcera également le processus de transition. Le Pérou et la région dans son ensemble continueront d'appuyer les efforts de ce pays en faveur du développement et de la stabilité.

Nous saluons également le succès du Timor-Leste et le processus continu de renforcement institutionnel et de promotion de son développement depuis 2012 avec la conclusion de la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste. Nous sommes impatients d'entendre le Ministre Leite Magalhães, qui partagera avec nous aujourd'hui les enseignements tirés de cette expérience.

L'établissement de partenariats multipartites, avec l'aide des institutions financières internationales, des acteurs humanitaires et des organisations régionales et sous-régionales compétentes, est également essentiel pour harmoniser l'action du secteur privé et de la société civile avec les efforts nationaux visant à consolider et à réaliser une paix durable. À cet égard, nous soulignons la stratégie de la Banque mondiale sur la fragilité, les conflits et la violence, ainsi que l'action menée par la Banque africaine de développement pour que les ressources nécessaires soient fournies de manière cohérente, prévisible et durable.

De même, nous pensons que la Commission de consolidation de la paix est la plate-forme politique idoine pour accompagner les processus de transition et favoriser les synergies entre le système des Nations Unies et d'autres organismes internationaux, ainsi que pour proposer au Conseil de sécurité, pour examen, des orientations stratégiques. En particulier, nous soulignons l'importance des projets à effet rapide, par l'intermédiaire du Fonds pour la consolidation de

la paix, qui contribuent à l'objectif central de préserver la légitimité du processus en apportant un appui aux domaines présentant les besoins ou la visibilité les plus importants, sur la base d'une analyse adéquate des risques et avec la participation de la population locale, notamment des femmes et des jeunes.

Enfin, nous espérons que la présente séance contribuera à la réflexion sur cette question et à l'établissement d'alliances coordonnées avec les différents acteurs de la communauté internationale, pour accompagner toutes les phases du processus de transition jusqu'à ce qu'il soit mené à bien. Cela permettra d'instaurer une paix durable, objectif ultime auquel nous aspirons tous.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous sommes heureux de vous accueillir au Conseil de sécurité pour présider la présente séance, Monsieur le Ministre. Nous remercions le Secrétaire général António Guterres et M. Carlos Trujillo García, Ministre des relations extérieures de la Colombie, en sa qualité de Président de la Commission de consolidation de la paix, de leurs exposés. Nous remercions également le représentant de la Banque mondiale, M. Bousquet, et le représentant de la Banque africaine de développement, M. Baldeh, de leurs exposés détaillés, qui constituent une base solide pour nos délibérations aujourd'hui.

Il est évident que la question dont nous sommes saisis aujourd'hui, assurer la continuité de l'assistance internationale en cas de retrait ou de clôture des missions de maintien de la paix des Nations Unies, est importante pour empêcher la reprise des conflits durant les périodes de transition, lorsque la réussite à long terme de l'action collective n'est pas encore garantie. De fait, préserver, voire améliorer, les résultats engrangés est parfois beaucoup plus difficile que les obtenir initialement. La paix doit être résiliente dans les pays où les missions de maintien de la paix sont terminées. Pour assurer cette résilience, il est essentiel de préparer soigneusement la reconstruction post-conflit. Dans certains cas, il est judicieux de commencer le travail de consolidation de la paix avant le retrait de la présence de maintien de la paix. À défaut, certains acteurs risquent de considérer le fait que la communauté internationale accorde une attention réduite à la situation concernée comme un feu vert pour reprendre leurs activités destructrices.

La question du retrait des missions et du transfert de leurs fonctions résiduelles à d'autres entités des Nations Unies doit être prise en compte dès le début des missions de maintien de la paix et tout au long de leur cycle de vie. Dans le même temps, il convient également de se forger une image globale de ce à quoi ressemblera le règlement politique que les missions entendent promouvoir, car il n'est guère possible de consolider ni de pérenniser la paix sans réconciliation nationale. C'est pourquoi, lorsque l'on envisage les mandats des missions, notamment les tâches de consolidation de la paix, il est essentiel de tenir pleinement compte de la position du pays hôte.

Si nécessaire, le Conseil de sécurité peut charger une mission d'aider l'État hôte à traiter de questions liées à la consolidation de la paix, telles que le programme de désarmement, démobilisation et réintégration et la réforme du secteur de la sécurité. En l'occurrence, lorsque le système des Nations Unies fournit aux États une assistance en matière de consolidation et de pérennisation de la paix, il convient de dûment coordonner les efforts, et de répartir les tâches d'une manière qui ne crée pas de conflit de compétences. L'inclusion dans les mandats de tâches génériques, comme la surveillance des droits de l'homme, les questions sexuelles et de genre, la protection de l'environnement ou la promotion du développement, entre autres, est susceptible de se révéler être un gaspillage de ressources. Des organes spécialisés des Nations Unies et des mécanismes internationaux dédiés existent déjà pour ces objectifs.

Lorsque l'on se penche sur l'interdépendance présumée entre les droits de l'homme, le développement et la paix et la sécurité, il nous faut prendre acte du fait que le développement à lui seul ne saurait garantir la paix, et que des conditions de vie pacifique ne garantissent pas le développement. Par conséquent, nous devons non seulement tenir compte de cette interdépendance, mais intégrer aussi la différence entre ces processus et comprendre quel mécanisme ou entité spécifique des Nations Unies est chargé de promouvoir chacun de ces volets.

La note de cadrage élaborée pour la séance d'aujourd'hui (S/2019/540, annexe) souligne à juste titre le rôle moteur joué par les États eux-mêmes dans les transitions, conformément au principe de l'appropriation nationale. En effet, les États hôtes assument la responsabilité principale de l'élaboration et de la mise en œuvre de stratégies et programmes de consolidation de la paix, en tenant compte de l'ensemble des besoins

de la communauté. Dans ce contexte, il est crucial que l'extension de la coopération entre l'ONU, les organisations régionales et sous-régionales, et les institutions financières, en matière de consolidation de la paix, s'accompagne du renforcement de leurs relations avec les pays hôtes. Les échanges avec les communautés locales et les organisations non gouvernementales peuvent avoir un caractère auxiliaire, avec la coordination des autorités.

Au sein du système des Nations Unies, un rôle important auprès des États, dans le domaine de la consolidation de la paix, est joué par la Commission de consolidation de la paix qui s'acquitte d'un rôle intergouvernemental consultatif et représente une plateforme fédérant un large éventail de parties prenantes. Nous pensons que la Commission de consolidation de la paix est en mesure d'améliorer la qualité des recommandations adressées au Conseil de sécurité, à la demande de ce dernier, concernant la situation dans les pays inscrits à l'ordre du jour des deux organes. Nous sommes convaincus que la valeur de la Commission réside dans sa capacité à communiquer au Conseil de sécurité les priorités des pays hôtes en matière de consolidation de la paix. Ces dernières sont d'autant plus pertinentes à l'étape ultime de la transition des opérations de maintien de la paix, et pourraient être utilement intégrées dans les rapports correspondants du Secrétaire général.

La valeur ajoutée et la pertinence des recommandations de la Commission de consolidation de la paix sont cruciales pour leur prise en compte éventuelle dans les travaux du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social. Nous ne devons pas non plus oublier que les membres du Conseil de sécurité sont systématiquement représentés à la Commission de consolidation de la paix et participent activement à ses délibérations dans le cadre de son comité d'organisation et de ses formations pays. Pour améliorer les échanges entre le Conseil et la Commission, nous devrions exploiter efficacement les vastes possibilités déjà disponibles énoncées dans les résolutions 1645 (2005) et 2282 (2016), qui nous semblent suffisantes.

M. Heusgen (Allemagne) (*parle en anglais*) : Le fait que le Pérou ait placé la question de la transition en tête du programme de travail du Conseil, ainsi que votre présence parmi nous, Monsieur le Ministre, suggèrent que, pour le Pérou, la séance d'aujourd'hui est l'événement phare de sa présidence. Vous avez inscrit la question de la transition à l'ordre du jour et l'Allemagne y est pleinement favorable, parce que nous sommes

profondément convaincus que le Conseil de sécurité doit se pencher sur cette question.

Le Conseil ne doit pas se contenter d'aborder un conflit depuis ses origines jusqu'au moment où les armes sont réduites au silence; il doit examiner la situation dans son ensemble. Il est très important que la question de la transition soit examinée. Comme le Secrétaire général l'a dit dans son exposé, il arrive fréquemment que, lorsque les soldats de la paix s'en vont et que le conflit a pris fin, la communauté internationale ne se saisisse plus de la situation dans le pays et ne puisse donc pas voir si les causes profondes du conflit ont disparu. Par conséquent, il est essentiel d'examiner la question de la transition et d'élaborer les instruments pertinents. Ces instruments contribuent également à la prévention des conflits, ce qui, à notre avis, revêt une importance capitale. Nous devons donc nous attaquer aux causes profondes : la pauvreté, l'exclusion, le non-respect des droits de l'homme et les effets des changements climatiques, entre autres choses.

Bien entendu, nous devons veiller à ce que les processus de transition soient efficacement mis en œuvre. Comme l'a souligné notre collègue russe, la souveraineté nationale et l'appropriation nationale de ce processus sont des aspects essentiels. Nous observons parfois une tendance où les pays engagés dans un processus de consolidation de la paix et de retrait des Casques bleus – et j'ai l'impression que c'est le cas actuellement – disent qu'ils veulent s'approprier ce processus, qu'ils souhaitent que les Nations Unies quittent le pays et qu'ils veulent retrouver leur souveraineté. Toutefois, à notre avis, ils peuvent recouvrer leur souveraineté plus rapidement s'ils acceptent l'aide de la communauté internationale. L'appui de la communauté internationale, pour s'attaquer aux causes profondes des conflits, permet de renforcer la souveraineté. À cet égard, je voudrais remercier l'Ambassadeur de la Colombie et par son intermédiaire, le Président Iván Duque Márquez, qui a dit, lors de la visite du Conseil de sécurité en Colombie, qu'il souhaitait que la mission politique spéciale des Nations Unies continue ses activités dans le pays, reconnaissant ainsi la valeur ajoutée qu'apporte l'action de l'ONU.

En s'attaquant aux causes profondes que j'ai déjà évoquées, la communauté internationale joue un rôle déterminant pour régler les problèmes qui se posent. Une fois de plus, je voudrais réitérer mon appui aux déclarations du Secrétaire général et aux mesures de réforme qui ont été prises pour mettre en place

une approche cohérente d'Unité d'action des Nations Unies qui, grâce au système des coordonnateurs résidents, contribue au règlement de situations spécifiques à certains pays en utilisant tous les instruments pertinents. Le Conseil de sécurité a effectué récemment des visites dans des endroits – du Mali, à Bogota, en passant par Bagdad – où l'approche Unité d'action des Nations Unies a été appliquée.

La Commission de consolidation de la paix joue un rôle extrêmement important. Je voudrais remercier la Colombie d'avoir délégué le Ministre des affaires étrangères pour participer à la séance d'aujourd'hui, car sa présence met en relief l'importance de la Commission. Il a également été fait mention du Fonds pour la consolidation de la paix, qui, grâce à sa capacité de déboursier rapidement des fonds, finance des projets à effet rapide qui sont d'une grande utilité pendant les périodes de transition. L'Allemagne, de concert avec nos amis du Royaume-Uni, avec lesquels nous sommes en compétition, encore une fois, pour le prix du plus grand donateur au Fonds pour la consolidation de la paix, encourage d'autres pays à appuyer ce Fonds.

En ce qui concerne l'aide fournie aux pays, les exemples d'une coopération efficace avec d'autres acteurs et des organisations régionales sont nombreux. Il y a aujourd'hui de nombreux cas – par exemple, en République centrafricaine, comme cela a été mentionné, et en Colombie – où l'ONU, avec l'appui de l'Union africaine et/ou de l'Union européenne, mène une action cohérente pour améliorer la situation des pays, et nous nous en réjouissons vivement. Je ne sais pas à quelle fréquence la Banque mondiale participe à ces efforts, mais nous avons parmi nous des représentants de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement, qui sont des partenaires très importants.

Je voudrais revenir sur ce qu'a dit le représentant de la Banque africaine de développement au sujet de la crise régionale au Sahel, à savoir que nous ne devons pas concentrer nos efforts sur un seul pays. Je conviens avec lui que nous devons adopter une perspective régionale au Sahel. Le Conseil doit agir par anticipation et faire davantage pour appuyer les États membres du Groupe de cinq pays du Sahel, car nous ne pourrions pas stabiliser un pays sans stabiliser d'abord l'ensemble de la région. Je suis également convaincu de l'importance de la participation du secteur privé, qui a été déjà mentionnée. Nous ne pourrions pas stabiliser les pays et atteindre les objectifs du développement durable, qui s'attaquent

essentiellement aux causes profondes des conflits, si nous n'associons pas le secteur privé à ces efforts.

Pour en revenir brièvement à la question de l'appropriation nationale, notre collègue russe a évoqué l'importance de la réconciliation nationale en matière de règlement des conflits. Nous devons tout mettre en œuvre pour parvenir à la réconciliation nationale et à l'inclusion, notamment grâce à la participation des femmes et des jeunes – le Ministre Carlos Holmes Trujillo García, de la Colombie, et le Ministre Néstor Popolizio Bardales, du Pérou, ont tous deux parlé de l'importance que revêt la participation des femmes, des jeunes et de la société civile au dialogue politique. Nous devons garantir la participation de toutes les parties prenantes pour parvenir à la réconciliation nationale. La stabilisation de toute situation passe par la bonne gouvernance, le respect de l'état de droit, l'application du principe de la responsabilité et la lutte contre la corruption.

Pour terminer, je tiens à remercier de nouveau le Pérou d'avoir inscrit cette question à l'ordre du jour. À mon avis, le Conseil doit se pencher plus systématiquement sur la question de la transition – même si nous le faisons déjà dans une certaine mesure –, du premier mandat au dernier mandat que nous élaborons pour une mission. Nous devons mener une réflexion sur les processus de transition et en tant qu'organe, continuer à évaluer la situation dans les pays, même après le retrait des Casques bleus.

M^{me} Wronecka (Pologne) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit permis de vous souhaiter chaleureusement la bienvenue, Monsieur le Président, et de saluer votre présence dans cette salle.

Par ailleurs, je voudrais d'emblée remercier le Secrétaire général et les intervenants d'aujourd'hui de leurs contributions à notre débat. Je tiens à remercier la présidence péruvienne d'avoir organisé la présente séance d'information, qui porte sur l'un des aspects les plus importants de l'activité du Conseil de sécurité.

Pour faire face aux conflits actuels, qui sont complexes et ne cessent d'évoluer, il faut mener toute une série d'activités dans le cadre des trois piliers suivants : des processus de paix et de sécurité inclusifs avec une véritable participation des femmes et des minorités; un développement durable allant de pair avec le renforcement de la résilience; et le respect systématique des droits de la personne et de l'état de droit. La Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, entérinée par la

Pologne l'an dernier, souligne à juste titre que la pérennisation de la paix, grâce à des activités de consolidation de la paix, est une condition fondamentale du développement. À cette fin, l'ONU doit adopter une approche globale pour faire face aux conflits en utilisant tous les outils disponibles, notamment le maintien de la paix. Les opérations de maintien de la paix se sont avérées être un outil efficace de l'ONU pour accompagner les pays hôtes sur la voie difficile du conflit à la paix. Dans ce contexte, pour établir un dialogue politique avec le pays hôte à chaque étape du processus de consolidation de la paix, il faut tenir compte de l'équilibre des forces et appliquer une approche globale, en associant tous les acteurs à tous les niveaux, des communautés locales au plus haut niveau politique, notamment les organisations non gouvernementales, les organisations régionales et sous-régionales et les communautés locales.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses objectifs de développement durable, au titre desquels nous nous sommes engagés à ne laisser personne de côté, permettent de créer les conditions propices à un développement inclusif et durable et constituent le meilleur moyen de prévenir les crises et les conflits dans le monde d'aujourd'hui. À cet égard, la coopération entre toutes les parties prenantes, notamment les gouvernements, la société civile, les milieux universitaires et les milieux d'affaires, revêt la plus haute importance. Par conséquent, nous devons être prêts à établir de nouvelles formes de partenariat et à traduire nos idées en actions – des actions qui profitent à tous les acteurs concernés. Il importe donc d'aligner les activités essentielles du secteur privé sur les objectifs stratégiques de la communauté internationale. L'aide au développement à elle seule n'est pas un moyen viable de s'attaquer de manière globale à tous les défis qui se posent au lendemain des conflits, en particulier la stagnation économique. Seule une telle approche nous permettra de mettre en œuvre un processus de consolidation de la paix à même d'aboutir aux résultats escomptés.

Dans le cadre de notre réflexion sur les options concrètes pour la mise en commun des ressources pour la prévention des conflits et le maintien de la paix, nous pourrions envisager de mobiliser davantage de ressources privées au service du développement sous forme de financements mixtes. À cet égard, toutes les parties prenantes doivent continuer d'investir dans de nouvelles méthodes de mobilisation de ressources financières et dans des outils innovants de collecte d'informations, d'analyse de données et d'apprentissage

automatique, afin de déterminer plus efficacement les risques et les menaces pour la paix et la sécurité qui ont un caractère plus urgent et les domaines où l'appui de la communauté internationale est plus nécessaire.

Pour terminer, les enseignements tirés des opérations de maintien de la paix en Côte d'Ivoire et au Libéria montrent que le dialogue politique, la réforme du secteur de la sécurité, la réconciliation nationale, la cohésion sociale, la promotion des droits de l'homme et la réduction des inégalités socioéconomiques sont les seuls moyens visibles de surmonter les causes profondes des crises dans la région. Il est tout aussi important que l'ONU continue de collaborer étroitement avec les pays en transition afin qu'ils puissent relever les défis que posent le maintien de la paix et la réalisation du développement durable. Nous avons l'obligation de préserver les gains et les réalisations et d'appuyer le dialogue en vue d'aider ces pays à relever les défis auxquels ils font encore face.

M. Matjila (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Ma délégation voudrait vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé la présente séance sur la consolidation et la pérennisation de la paix, l'accent étant mis sur le renforcement des partenariats pour garantir le succès des transitions dirigées par les pays.

Nous remercions le Secrétaire général António Guterres, le Président de la Commission de consolidation de la paix, et les représentants de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement pour leurs précieux exposés. Nous souhaitons également la bienvenue au Ministre des affaires étrangères d'Haïti et au Ministre des réformes juridiques et des affaires parlementaires du Timor-Leste.

L'Afrique du Sud apprécie le travail accompli par le Secrétaire général et les progrès réalisés pour combler les lacunes qui existent au sein du système des Nations Unies afin d'aider les pays dans leurs efforts de consolidation et de pérennisation de la paix. Tout en reconnaissant qu'il revient en premier lieu aux autorités et aux gouvernements nationaux de recenser, de déterminer et de cibler les priorités, les stratégies et les activités axées sur la consolidation et la pérennisation de la paix, la communauté internationale a l'obligation de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité, notamment au partenariat pour le développement afin d'assurer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable, qui sont nécessaires pour s'attaquer aux causes profondes des conflits.

À cet égard, l'Afrique du Sud continue d'appuyer l'action menée par la Commission de consolidation de la paix pour promouvoir la prise en main par les pays des processus politiques de paix et de sécurité en vue de créer des sociétés pacifiques et résilientes. Il ne sera possible de bâtir de telles sociétés que si l'on s'attaque aux causes profondes et sous-jacentes des conflits. Nous sommes convaincus que tout appui aux activités de reconstruction et de développement après les conflits doit être adapté aux besoins propres à chaque pays. Pour que cet appui soit durable, une prise en main et un leadership au niveau local sont nécessaires, tout comme la participation véritable des femmes et des jeunes.

En outre, nous sommes d'avis que, pendant les périodes de transition, le système des Nations Unies dans son ensemble doit contribuer aux activités de consolidation de la paix pour garantir leur efficacité, en mettant l'accent sur le renforcement de la coordination entre les piliers de l'ONU, à savoir le développement, la paix et la sécurité, et les droits de l'homme. C'est pourquoi nous réaffirmons notre appui au renforcement de la coopération entre la Commission de consolidation de la paix et le Conseil de sécurité, en particulier lors de l'examen ou de la réduction, par le Conseil, du mandat d'une opération de maintien de la paix ou d'une mission politique spéciale. Toutefois, le Conseil de sécurité doit, avant toute chose, veiller à ce que les mandats des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales soient réalistes, adaptés et souples, afin que les missions puissent atteindre les résultats souhaités en matière de maintien de la paix et créer un environnement propice aux processus de consolidation de la paix.

Par ailleurs, il importe que des consultations sur la pérennisation de la paix soient tenues entre le Conseil de sécurité, la Commission de consolidation de la paix et le pays hôte au moment de l'évaluation et de l'examen périodiques des mandats des opérations de paix, ainsi que lors du retrait éventuel de la mission. Cette approche garantira la participation active de toutes les parties prenantes, en particulier le pays hôte, à la définition des attentes de la mission, notamment les principales étapes et le calendrier. Cela permettra non seulement d'assurer le succès de la mission de paix, mais aussi de jeter les bases de la poursuite des processus de consolidation de la paix à l'avenir.

Nous jugeons aussi utile de renforcer les partenariats entre le dispositif de consolidation de la paix de l'ONU et les dispositifs régionaux et sous-régionaux de reconstruction et de développement après les conflits,

comme celui de l'Union africaine (UA). La Commission de consolidation de la paix doit travailler de façon stratégique avec l'UA, dans le cadre de la politique de reconstruction et de développement après les conflits de l'Union, qui est axée sur les activités de consolidation de la paix dans les situations d'après-conflit en Afrique. Tous les efforts doivent être conjugués pour assurer le développement et le partage optimal des pratiques en matière de consolidation de la paix et pour mobiliser des ressources de sorte à favoriser le développement durable. Bien que nous reconnaissions l'utilité d'un financement pragmatique des activités de consolidation de la paix pendant les périodes de transition afin de prévenir des pénuries après le retrait de la mission, nous réaffirmons la nécessité d'un financement pratique, durable et prévisible des activités de consolidation de la paix au moyen des contributions des États Membres. C'est grâce à ce type de financement que les activités de paix pourront s'inscrire dans la durée.

Pour terminer, lorsque le Conseil de sécurité envisagera de retirer certaines missions à l'avenir, nous devons prendre conscience que notre responsabilité ne s'arrête pas lorsque le mandat d'une mission de maintien de la paix touche à sa fin. Il est clairement indiqué dans la Charte des Nations Unies que la responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité internationales repose sur les épaules des membres du Conseil. Nous devons donc veiller à continuer de collaborer avec les pays qui passent d'une situation de conflit à une situation d'après-conflit. Notre récent travail en Haïti et l'expérience du Conseil en ce qui concerne la transition au Libéria sont de bons exemples de la nécessité de ne pas négliger les pays après le départ des soldats de la paix. Des retraits de missions sont actuellement inscrits à notre ordre du jour. Par conséquent, la planification et la prévision des ressources sont nécessaires pour que les pays puissent effectuer la transition vers la paix durable.

M. de Rivière (France) : Je remercie M. Guterres, Secrétaire général de l'ONU; M. Bousquet, Directeur principal du Groupe Fragilité, conflits et violence de la Banque mondiale; M. Baldeh, Directeur du Bureau de coordination des États en transition de la Banque africaine de développement; ainsi que le Ministre colombien des relations extérieures, qui préside la Commission de consolidation de la paix. Je voudrais également vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé ce débat essentiel et d'y avoir associé les pays qui accueillent des opérations de maintien de la paix.

Les phases de transition du maintien de la paix et la consolidation de la paix sont des moments importants et délicats, qui nécessitent que nous unissions nos efforts.

Je voudrais commencer par saluer les réformes que le Secrétaire général a lancées pour réformer le maintien de la paix et renforcer la cohérence du système des Nations Unies en matière de consolidation de la paix. Ces réformes doivent notamment permettre de préparer la phase de transition et de consolidation de la paix dès le déploiement d'une opération. Le déploiement d'experts en transition et la diffusion, en février, de directives sur la planification des processus de transition, sont des avancées qu'il convient aussi de saluer.

Le retrait d'une opération doit en effet s'anticiper, notamment en renforçant la coordination entre la mission et l'équipe de pays. Nous saluons, à cet égard, les efforts de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour pour financer des projets menés conjointement et permettre à l'équipe de pays de prendre le relais.

La Commission de consolidation de la paix a également un rôle majeur à jouer pour préparer et accompagner les phases de transition. La diversité de ses membres et la souplesse de son fonctionnement permettent de mener un dialogue dans la durée pour accompagner le pays hôte dans l'élaboration de sa stratégie de consolidation de la paix.

Je voudrais enfin saluer le travail joué par les unités de la police des Nations Unies et par le Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité du Département des opérations de paix pour renforcer la bonne gouvernance et les capacités institutionnelles des États dans ces phases de transition.

Cela m'amène à mon deuxième point : le renforcement du partenariat avec les acteurs nationaux. La transition est avant tout une transition vers les autorités nationales. Le renforcement de leurs capacités est essentiel. Mais au-delà des moyens et des compétences, il est nécessaire d'écouter les priorités de l'État hôte. Les exemples réussis de transition en Côte d'Ivoire en 2017 et au Libéria en 2018 nous ont montré à quel point l'appropriation nationale est fondamentale.

Cette appropriation nationale, pour être pérenne, doit être inclusive et faire participer tous les acteurs de la paix, et s'appuyer sur une forte participation des femmes. Cette paix implique également de mettre au premier plan les préoccupations et les droits des générations futures qui seront les garantes de sa pérennité.

Cela passe notamment par une réintégration dans la société des enfants enrôlés dans les groupes armés. La France a toujours été et restera très active sur ce sujet.

Enfin, toute approche visant à prévenir la résurgence des conflits doit impérativement intégrer la lutte contre l'impunité et ménager les conditions favorables à l'épanouissement d'une société civile et de médias pluriels, à la liberté d'expression garantie. Sans ces éléments, l'expérience montre que la paix est rarement durable. C'est une priorité pour la France dans le cadre de notre stratégie de prévention, résilience et paix durable adoptée en 2018, et je salue à cet égard les projets financés par le Fonds pour la consolidation de la paix pour renforcer l'action de la communauté internationale en la matière.

J'aborderai enfin les partenariats entre les Nations Unies et les institutions qui ont les moyens de compléter nos efforts. Nous devons penser en termes de complémentarité, de cohérence et de démultiplication de nos efforts. Nous devons être innovants et intervenir de façon coordonnée et massive pour éviter que les pays qui sortent d'une crise ne retombent dans l'instabilité quelques années plus tard.

Le financement de la consolidation de la paix reste en effet un défi majeur. Le bond de géant qu'a connu le Fonds pour la consolidation de la paix est exemplaire. Mais nous devons faire plus, imaginer des financements innovants et associer le secteur privé. La France soutient pleinement les efforts en cours pour renforcer le partenariat entre l'ONU et la Banque mondiale. Nous encourageons plus généralement les partenariats avec les grands bailleurs, notamment l'Union européenne, et, chez nous, l'Agence française de développement, qui dispose désormais d'un fond paix et résilience financé en partie par la taxe sur les transactions financières, qui sera doté de 200 millions d'euros par an d'ici 2020.

Le partenariat avec les organisations régionales est évidemment essentiel. La France est particulièrement attachée au partenariat entre l'ONU et l'Union africaine. Au Sahel, où la communauté internationale doit rester pleinement mobilisée et dans la durée, l'Alliance pour le Sahel a été conçue comme le complément indispensable de ce que le Groupe de cinq pays du Sahel accomplit dans le domaine sécuritaire. Plusieurs transitions vont venir tester prochainement notre capacité collective à bien aborder cette phase cruciale. Je pense en particulier au Darfour, à Haïti, à l'Iraq, mais également bientôt à la République démocratique du Congo. Nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer.

M. Wu Haitao (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine félicite le Pérou d'avoir pris l'initiative de convoquer cette séance, et elle salue la présence de S. E. M. Néstor Popolizio Bardales, Ministre des relations extérieures de la République du Pérou, qui préside la présente séance ici à New York.

Nous remercions le Secrétaire général António Guterres de son exposé. Nous souhaitons la bienvenue au Ministre des relations extérieures de la République de Colombie, S. E. M. Trujillo García, que nous remercions de l'exposé qu'il a présenté en sa qualité de Président de la Commission de consolidation de la paix. Nous souhaitons également la bienvenue à M. Bousquet, de la Banque mondiale, et à M. Baldeh, de la Banque africaine de développement, et nous les remercions de leurs exposés.

Un certain nombre de pays et de régions sortant d'un conflit sont en pleine reconstruction nationale dans le cadre d'une phase de transition vers la consolidation de la paix et le développement à long terme. Compte tenu des nouvelles évolutions et exigences, l'ONU et la communauté internationale doivent renforcer les partenariats et mettre sur pied une démarche collective active en fournissant un appui et une aide à la reconstruction.

À cet égard, la Chine souhaite développer les points suivants. Premièrement, s'agissant de défendre le principe d'appropriation nationale, la réalisation d'une paix et d'un développement durables dans un pays sortant d'un conflit dépend en fin de compte du pays en question. Compte tenu des réalités nationales propres à chaque pays et des niveaux de développement différents d'un pays à l'autre, les priorités sont également fonction des pays, de même que leurs approches en période de transition. L'ONU et les autres partenaires doivent se conformer aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et respecter la souveraineté et l'autorité des pays concernés, fournir une aide constructive basée sur les besoins et les demandes des pays concernés et mettre l'accent sur le renforcement de leurs capacités aux fins d'un développement autonome.

Deuxièmement, pour garantir une transition sans heurt du maintien à la consolidation de la paix, le Conseil est chargé de définir les mandats des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales. Lorsqu'il élabore le mandat d'une opération de maintien de la paix, le Conseil doit planifier à long terme pour qu'une fois atteints les objectifs de l'opération, les efforts de consolidation de la paix débutent au moment opportun. Les mandats de certaines opérations

de maintien de la paix comprennent déjà des éléments de consolidation de la paix. Lorsqu'une opération de maintien de la paix touche à sa fin, diverses fonctions doivent être transférées aussi efficacement que possible à une équipe de pays des Nations Unies ou à une mission politique spéciale. Tout au long de ce processus, il est important de maintenir des liens cohérents entre le maintien et la consolidation de la paix afin que les tâches entreprises durant la phase suivante puissent être exécutées sans problème.

Troisièmement, en ce qui concerne le renforcement des partenariats avec les organisations régionales et sous-régionales, ces dernières sont les mieux placées pour affronter les problèmes qui touchent leurs régions respectives. Pour aider les pays sortant d'un conflit durant leurs phases de transition, l'ONU et la communauté internationale dans son ensemble doivent renforcer la communication et la coordination avec les organisations régionales et sous-régionales et tirer pleinement parti du rôle de l'Union africaine, de la Ligue des États arabes et de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, entre autres, dans la gestion des affaires régionales. L'ONU et la communauté internationale doivent établir des partenariats et coopérer avec les organisations pertinentes et les pays de la région pour contribuer conjointement au développement socioéconomique local et lutter contre les causes profondes des conflits.

Quatrièmement, s'agissant de la création des synergies entre le système des Nations Unies et la communauté internationale, le Conseil, la Commission de consolidation de la paix et les fonds, programmes et institutions financières internationales compétents, entre autres, doivent s'acquitter des tâches qui leur reviennent et travailler de manière complémentaire en regroupant leurs forces. Les missions et les équipes de pays des Nations Unies doivent renforcer leur collaboration en mettant à disposition leurs compétences respectives. Les organismes internationaux de développement doivent honorer leurs engagements en matière d'aide et aider les pays sortant d'un conflit à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 pour parvenir au développement durable dans ces pays et veiller à ce que leurs peuples bénéficient réellement des dividendes de la paix.

La Chine appuie les efforts de reconstruction des pays sortant d'un conflit et s'efforce d'aider les pays en développement qui sortent d'un conflit en appuyant activement leurs initiatives dans les domaines économique, de l'éducation, des soins de santé, des infrastructures

et autres. Le Fonds Chine-ONU pour la paix et le développement appuie activement des projets de coopération dans un certain nombre de pays dans des domaines tels que la lutte antiterroriste, le maintien de la paix, les bons offices et la médiation, les réfugiés et les migrants, et le développement durable.

La Chine croit en la philosophie d'une coopération mutuellement bénéfique dans le cadre des relations internationales et cherche à établir des partenariats ouverts et constructifs et à promouvoir une coopération amicale entre les pays dans les domaines politique, économique, sécuritaire et culturel pour permettre aux peuples de tous les pays de vivre collectivement dans la dignité, la sûreté et la sécurité et de jouir des fruits du développement.

M. Allen (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie les intervenants qui ont pris la parole aujourd'hui.

Nous savons que les transitions sont cruciales pour les pays sortant d'une crise et qui, à ce moment précis, risquent de retomber dans le conflit et de voir s'envoler tous les progrès accomplis sur les plans politique, du développement et socioéconomique. La réussite de ces transitions doit être notre principale priorité, en particulier alors que nous, membres du Conseil de sécurité, assistons au retrait des missions.

Pour commencer, je tiens à souligner que nous savons que pour que la paix soit durable, elle doit être ancrée au niveau local; elle doit être fondée sur la volonté nationale de répondre aux besoins et aux doléances des populations. Il est donc vital d'aligner dès le départ la mise en œuvre des mandats avec les objectifs nationaux de consolidation de la paix et de développement pour créer un environnement propice à une transition efficace.

Je souhaite en second lieu parler de l'importance des approches intégrées des Nations Unies. Lorsque le Conseil décide de déployer une opération de maintien de la paix des Nations Unies, il le fait pour créer l'espace qui permettra aux acteurs nationaux de rétablir la sécurité et la stabilité sur la base d'un processus politique et/ou de protéger les civils. Si les opérations de maintien de la paix peuvent contribuer à la consolidation de la paix, elles ne peuvent à elles seules mener à des règlements politiques, faire disparaître les causes profondes des conflits ou aider les autorités nationales à développer leurs propres capacités. Nous devons donc mettre en place une approche globale et travailler de manière transversale sur le terrain dès le début pour régler ces

problèmes, qui font appel à des acteurs humanitaires, du développement et de la consolidation de la paix. À cet égard, nous exhortons le Secrétariat et les responsables de l'ONU sur le terrain à veiller à ce que la directive de planification du Secrétaire général, publiée en mars, soit pleinement appliquée.

Troisièmement, je voudrais souligner le rôle important que jouent les partenariats dans le bon déroulement des transitions. Il va sans dire que les partenaires les plus importants seront toujours les parties prenantes nationales, en particulier les gouvernements, la société civile et les organisations locales qui œuvrent en faveur de la paix, et nous devons approfondir ces partenariats sur le terrain. Mais je voudrais également insister sur l'importance de la coordination et de la coopération avec les donateurs bilatéraux et les organisations régionales et sous-régionales. Dans ce contexte, je me félicite des propos tenus aujourd'hui par M. Yero Baldeh, de la Banque africaine de développement.

Comme d'autres, j'aimerais saluer le rôle essentiel que joue la Commission de consolidation de la paix à l'appui des transitions. Nous nous félicitons vivement de la présence du Ministre des relations extérieures Trujillo García, que beaucoup d'entre nous ont, bien sûr, vu tout récemment. Durant la transition au Libéria, la Commission de consolidation de la paix a démontré l'importance de son pouvoir fédérateur en réunissant la Banque mondiale, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'équipe de pays afin d'élaborer un plan et de définir la répartition des tâches à l'appui du Gouvernement libérien.

J'ai également été très heureux d'entendre Franck Bousquet aujourd'hui. Le partenariat entre l'ONU et la Banque mondiale est une priorité particulière pour le Royaume-Uni. La stratégie de lutte contre la fragilité, les conflits et la violence constitue une base importante sur laquelle la Banque peut s'appuyer pour mener ses efforts dans les contextes fragiles, notamment en améliorant son partenariat avec l'ONU afin de définir des stratégies qui permettent de s'attaquer aux causes profondes des conflits.

Si je puis, je voudrais dire quelques mots sur la transition prévue au Darfour. Je tiens tout d'abord à saluer l'accord politique conclu hier au Soudan par le Conseil militaire de transition et les Forces pour la liberté et le changement, accord qui définit un plan pour la transition vers un gouvernement dirigé par les civils. Il s'agit là d'un pas important vers la satisfaction des

demandes légitimes du peuple soudanais. Le Royaume-Uni appuiera les efforts déployés par toutes les parties pour parvenir à un accord sur les questions non réglées. Nous continuerons de soutenir la transition du maintien de la paix à la consolidation de la paix et espérons que la communauté internationale pourra compter sur un partenaire national légitime et de bonne volonté dans cette nouvelle étape. Compte tenu de l'ampleur des besoins au Darfour, il est clair que l'appui international devra se poursuivre après le retrait de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour. Nous attendons donc avec intérêt d'examiner les différentes options en vue d'un mécanisme de suivi, comme demandé dans la résolution 2479 (2019). Après des années de mauvaise gestion économique au Soudan, la situation requiert de toute évidence une approche plus globale.

Je voudrais conclure en proposant quelques idées concrètes à prendre en considération pour avancer sur cette question. Premièrement, les rapports périodiques du Secrétaire général pourraient mettre davantage l'accent sur les risques pesant sur le bon déroulement d'une transition et montrer comment l'ONU accorde l'exécution des mandats avec les priorités nationales en matière de consolidation de la paix. Le Secrétaire général et le Secrétariat pourraient inclure dans ces mêmes rapports des exemples illustrant comment les missions des Nations Unies harmonisent l'exécution des mandats avec les priorités nationales en matière de consolidation de la paix grâce aux divers cadres stratégiques intégrés des Nations Unies.

Le Conseil de sécurité pourrait, quant à lui, examiner, au niveau opérationnel, son utilisation des jalons, afin de faire le point sur ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, et d'en affiner l'application à l'avenir. L'ONU, le Conseil de sécurité et la communauté internationale dans son ensemble doivent se pencher sur la question de savoir comment mieux utiliser les données sur le financement global afin de mieux comprendre ce qu'on appelle la « falaise financière » associée aux transitions, et nous, au Conseil, devons y réfléchir dès le début du retrait des missions.

La Commission de consolidation de la paix doit envisager de présenter au Conseil de sécurité de brèves communications d'une page sur les priorités et les défis en matière de consolidation de la paix lorsque le Conseil examine les pays à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix.

Enfin, le Secrétariat doit envisager d'associer la Banque mondiale à ses exercices d'évaluation et de planification stratégiques.

M. Alahmad (Koweït) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord souhaiter la bienvenue au Ministre des relations extérieures du Pérou, et le remercier de l'organisation de la présente séance. Je remercie également de leurs exposés le Secrétaire général, les représentants de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement, ainsi que le Ministre des relations extérieures de la République de Colombie, S. E. M. Carlos Holmes Trujillo García, qui est parmi nous en sa qualité de Président de la Commission de consolidation de la paix. En outre, je tiens à remercier le Ministre des affaires étrangères et des cultes d'Haïti et le Ministre des réformes juridiques et des affaires parlementaires du Timor-Leste.

La note de cadrage (S/2019/540, annexe) est un document complet et instructif qui sert de feuille de route pour le débat d'aujourd'hui. Nous nous félicitons que cette séance offre une occasion opportune d'échanger nos vues et de mettre en évidence les moyens de renforcer la paix, la sécurité et la stabilité dans les zones de conflit. Après des décennies d'expérience onusienne en matière de maintien de la paix, il apparaît très clairement qu'il n'existe pas un seul modèle ni une seule approche des phases de transition, qui soit adaptée à la situation de tous les pays hôtes. La nature et les caractéristiques des conflits varient d'un pays à l'autre, même si la similitude de certains conflits doit également être prise en compte, le cas échéant.

Le Conseil de sécurité a reconnu le rôle consultatif joué par la Commission de consolidation de la paix, notamment dans les domaines de la consolidation de la paix, du relèvement et de la reconstruction pendant les périodes de transition et de retrait des opérations de maintien de la paix. Ce sont là les étapes les plus délicates et les plus critiques lorsque débute le mandat des missions politiques spéciales. C'est pourquoi il convient de souligner le rôle des institutions nationales qui doivent pleinement s'appropriier toutes les phases du cycle du conflit et du retrait des opérations de maintien de la paix, afin d'éviter que les pays ne retombent dans le conflit. Les transitions ne peuvent se faire sans heurts qu'avec l'appui d'institutions nationales solides et compétentes, qui doivent jouer un rôle fondamental dans la reconstruction post-conflit.

Ces dernières années, la coopération entre la Commission de consolidation de la paix et le Conseil de

sécurité s'est intensifiée. Je rappelle que la Commission de consolidation de la paix présente au Conseil de sécurité un rapport annuel sur ses activités, mais les présidents de ses formations pays devraient pouvoir jouer un rôle plus important et le Conseil devrait appuyer les recommandations de la Commission lors du renouvellement des mandats des missions de maintien de la paix. Cette dynamique doit être maintenue, sachant que l'instauration d'une paix durable passe par la reconnaissance de l'appropriation nationale, les réformes nationales étant plus efficaces lorsqu'il existe une coopération solide avec le pays hôte.

L'imprévisibilité du financement demeure l'un des principaux défis de la consolidation, du maintien et de la pérennisation de la paix. Bien que le Fonds pour la consolidation de la paix joue un rôle important, ses ressources ne suffisent pas à elles seules pour mener à bien toutes les tâches requises. Des efforts concertés sont donc nécessaires pour assurer un financement adéquat par le biais de contributions internationales d'institutions financières internationales, telles que la Banque mondiale et autres fonds et banques de développement, ainsi que celles des organisations régionales et sous-régionales et des organismes des Nations Unies. Au niveau local, le secteur privé est un partenaire essentiel de la reconstruction et du développement, car sa participation permet d'éliminer de nombreux obstacles au financement et de contribuer ainsi au développement durable, à la paix et à la sécurité.

Dans ses résolutions et déclarations du Président, le Conseil de sécurité a reconnu l'importance des organisations régionales et internationales dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, car elles sont les mieux placées pour comprendre les causes profondes de nombreux conflits et autres défis sécuritaires. Le Conseil de sécurité a également salué le rôle que ces organisations peuvent jouer dans la consolidation de la paix, le relèvement et la reconstruction après un conflit, rôle qui doit être renforcé.

Pour terminer, il est fondamental de s'attaquer aux causes profondes des conflits et de s'employer à les prévenir. Nous pourrions ainsi éviter des pertes matérielles et humaines, surtout si nous disposons d'outils de prévention, tels que les mécanismes d'alerte rapide et d'enquête. Si ces outils sont correctement utilisés au début du conflit, ils peuvent nous aider à empêcher l'escalade et le déclenchement des conflits.

Mme Van Vlierberge (Belgique) : Tout d'abord, je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, de nous

donner l'occasion d'une réflexion transversale sur le thème des transitions, et je remercie également les intervenants pour leurs contributions éclairantes.

Pour parler des transitions, il est en effet indispensable de mentionner l'importance des partenariats à différents niveaux entre les opérations de paix et une pluralité d'acteurs. La réduction ou la fermeture d'une mission onusienne et le transfert de ses tâches et responsabilités sont des processus complexes. Notre expérience avec Haïti nous démontre que ces processus doivent être précédés par une mission d'évaluation. En outre, une stratégie de sortie comprenant des indicateurs précis permet de réfléchir à la transition dès le premier jour.

Il faut également s'assurer que la dynamique onusienne s'insère de manière cohérente dans les discussions régionales ou sous-régionales. L'exemple de la transition de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour nous démontre qu'il peut y avoir des divergences. L'appropriation nationale est une condition *sine qua non* de réussite, mais elle requiert la présence et le fonctionnement préalables d'une structure étatique.

Le passage d'une mission de maintien de la paix à la phase suivante dépend de nombreux facteurs, mais l'un des plus critiques concerne le renforcement des capacités. Une telle transition implique surtout un transfert de tâches vers les autorités du pays hôte. Pour que ce transfert soit efficace, tous les piliers onusiens doivent être impliqués : paix et sécurité, développement socioéconomique, droits de l'homme.

Les besoins budgétaires sont importants et les banques de développement sont appelées à soutenir les pays en transition. Je salue l'approche de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement, qui consacre une stratégie spécifique et des moyens accrus pour les situations de fragilité et de conflit. De plus, les partenariats bilatéraux, entre autres avec le secteur privé, permettent aussi de mettre à profit d'autres types d'expertise. Le travail sur la gouvernance, y compris la réforme du secteur de la sécurité, est également essentiel pour pérenniser la paix, recréer un contrat social fort et, le cas échéant, préparer le terrain pour une stratégie de sortie d'une mission de maintien de la paix.

Une transition réussie et durable nécessite de s'attaquer aux causes profondes des conflits. À cet égard, la Belgique et l'Union européenne prônent une approche globale et intégrée de l'action de l'ONU sur le terrain, en prenant en compte le cycle complet du conflit et les

différents intervenants onusiens. Outre la réforme du secteur de la sécurité, l'organisation d'élections libres et régulières, la chaîne pénale et la justice transitionnelle, l'éducation et l'inclusion des groupes les plus vulnérables jouent également un rôle clef dans les processus de transition. Enfin, les autorités d'un pays en transition ne doivent pas négliger d'autres facteurs de conflit, comme la compétition pour les ressources naturelles. Souvent, cette problématique dépasse les frontières nationales ou est aggravée par le changement climatique.

Les Nations Unies restent un partenaire essentiel des pays en transition. La mise en œuvre complète des différentes réformes du système onusien, y compris la réforme de la gestion, contribuera à optimiser ce partenariat; le financement doit aussi être assuré.

Je voudrais terminer par saluer le travail de la Commission de consolidation de la paix et du Fonds pour la consolidation de la paix. Pour la Belgique, la Commission de consolidation de la paix est un exemple d'intégration des piliers de l'ONU et de recherche efficace de synergies. Les projets qu'elle finance montrent comment la réintégration économique de personnes fragilisées contribue à la cohésion sociale et à la consolidation de la paix. Il est important que le Fonds élargisse sa base de soutien. La Belgique appelle les États Membres à accroître leurs contributions au Fonds. Nous encourageons l'approfondissement des relations du Fonds avec les institutions financières internationales.

Des transitions réussies permettant d'établir une paix durable nécessitent une approche cohérente et globale permettant de renforcer les processus d'appropriation par les autorités nationales.

Nous vous remercions, Monsieur le Président, pour l'organisation de ce briefing.

M^{me} Norman-Chalet (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Le succès des transitions du maintien de la paix à la consolidation de la paix est essentiel au maintien d'une stabilité et d'une sécurité durables dans le monde entier. Je tiens à remercier le Secrétaire général du rôle moteur qu'il joue dans les initiatives de consolidation de la paix, ainsi que des précieuses perspectives qu'il a présentées aujourd'hui. Je tiens également à remercier le Ministre Trujillo García, Franck Bousquet et Yero Baldeh de leurs remarquables contributions à cet important débat d'aujourd'hui. Nous souhaitons également la bienvenue aux Ministres d'Haïti et du Timor-Leste.

L'ONU compte 14 missions de maintien de la paix et 11 missions politiques spéciales en cours. L'objectif de chacune de ces missions est de se retirer progressivement en vue de sa clôture, comme récemment en Côte d'Ivoire et au Libéria, et précédemment au Timor-Leste. Comme l'expérience nous l'a montré, la gestion efficace et efficiente du processus de transition peut représenter un défi de taille.

J'aborderai aujourd'hui trois points : les ingrédients clefs des transitions réussies dirigées par les pays, l'importance du rôle des femmes dans ces transitions et le cas d'Haïti.

Une transition dirigée par le pays hôte, avec l'appui et le partenariat sans réserve des États Membres, des organisations régionales et de l'ONU elle-même, a le plus de chances d'aboutir à une paix et une à sécurité durables. La planification et la communication, ainsi que des objectifs distincts et réalisables, sont également des éléments clefs du processus. Pour que les transitions réussissent, il faut une planification et une communication sérieuses et préalables entre toutes les parties prenantes, notamment le Gouvernement hôte, le Conseil de sécurité, les acteurs régionaux, le Secrétariat et la société civile. C'est pourquoi doter chaque mission d'une stratégie de sortie claire reste parmi les principes des États-Unis en matière de maintien de la paix. L'engagement continu à l'égard de la stratégie de sortie pendant le cycle de vie d'une mission est une garantie que la planification de la transition sera prise en compte, débattue et négociée le plus tôt possible.

Les objectifs pendant les transitions servent d'indicateurs critiques pour s'assurer que toutes les parties prenantes, y compris le pays hôte, s'acquittent des obligations qui contribueront à une paix et une sécurité durables. Des objectifs distincts et réalisables permettent d'assurer la transparence et la responsabilisation nécessaires pour que le pays hôte puisse fonctionner de façon pleinement autonome sans l'appui de l'Organisation des Nations Unies.

Par ailleurs, les femmes doivent jouer un rôle plus décisif dans les transitions du maintien à la consolidation de la paix. Appuyer les expertes de la paix et de la sécurité est un bon point de départ. En 2018, le Département des opérations de maintien de la paix et ONU-Femmes ont déployé à titre expérimental des efforts visant à inclure la problématique femmes-hommes dans les travaux d'analyse des conflits dans les missions pour éclairer les transitions et les réductions des effectifs au Libéria, en Haïti et au Darfour, ce qui a aidé les pays hôtes et l'ONU

à mieux comprendre les besoins des femmes alors que les missions passent du maintien de la paix à la consolidation de la paix. Les objectifs pour les transitions et les sorties des missions des Nations Unies doivent intégrer des mesures consacrées exclusivement aux femmes, à la paix et à la sécurité et à l'égalité de genre, conformément aux mandats de la mission. Les États-Unis continueront de préconiser des mandats qui donnent la priorité aux évaluations stratégiques comprenant des experts chargés d'évaluer les besoins des femmes.

En octobre, le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) remplacera la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti. La fin de la présence de maintien de la paix des Nations Unies en Haïti, après plus de 15 années, et la transition vers une mission politique spéciale, constituent une étape importante pour le pays. Une fois la mission achevée, nous espérons être en mesure de faire d'Haïti un exemple de réussite d'une transition dirigée par le pays.

Comme le Conseil de sécurité l'a déclaré à maintes reprises, c'est au Gouvernement haïtien qu'il incombe au premier chef de s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité dans le pays. Le succès de la transition dépendra en grande partie des progrès réalisés par le Gouvernement haïtien sur toute une série de questions, notamment la tenue d'élections libres et régulières, la poursuite de la professionnalisation de la Police nationale d'Haïti, la réduction de la violence communautaire et de la violence des bandes, la protection des droits de l'homme et la réforme du secteur judiciaire.

Les États-Unis demeurent attachés à l'avenir d'Haïti, et il est essentiel que le Gouvernement haïtien saisisse l'occasion que représente le BINUH. En plus d'encourager la participation pleine et effective de toutes les parties prenantes en Haïti, notamment des femmes, le Gouvernement haïtien doit continuer d'œuvrer en étroite liaison avec l'ONU et les partenaires internationaux. C'est ainsi qu'Haïti pourra ouvrir la voie à un avenir prospère et radieux.

Les transitions sont, par nature, un moment d'incertitude et d'instabilité. Toutefois, grâce à une planification et une communication efficaces, à des critères clairs et une participation effective des femmes, nous pouvons promouvoir la cause de la paix, de la sécurité et de la stabilité.

M. Singer Weisinger (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Tout d'abord, je voudrais souhaiter la bienvenue au Conseil au Ministre des relations

extérieures Popolizio Bardales, au Ministre des affaires étrangères Edmond et au Ministre Leite Magalhães.

Nous félicitons chaleureusement la République du Pérou d'avoir organisé le présent débat et d'accéder pour la deuxième fois à la présidence de cet organe. Nous remercions aussi les principaux intervenants de leurs exposés détaillés et précis, qui nous ont permis de bien cerner la question à l'examen. De même, nous saisissons cette occasion pour nous féliciter des actions prises par le système des Nations Unies aux fins de consolider la paix, ainsi que des efforts persévérants que déploient les civils, les militaires et les policiers dans les pays en conflit.

Passer d'une mission de maintien de la paix à un autre type de mission implique nécessairement la réduction systématique des effectifs militaires, de police et civils. Il faut tout mettre en œuvre pour que ces réductions n'affectent pas les avancées enregistrées, en se fondant sur une analyse cohérente des causes à l'origine du problème et en tenant compte des possibilités et des limitations de l'État s'agissant d'assumer les responsabilités exercées par la mission sortante. Si la situation sur les plans économique, politique et sécuritaire n'est pas satisfaisante, et si le pays ne dispose pas d'une capacité institutionnelle, alors le retrait de la mission débouchera sur une situation à risque élevé et, dans le pire des cas, provoquera un retour à la situation désastreuse d'avant. Je le répète : Si la situation sur les plans économique, politique et sécuritaire n'est pas satisfaisante, et si le pays ne dispose pas d'une capacité institutionnelle, le retrait de la mission débouchera sur une situation à risque élevé et, dans le pire des cas, provoquera un retour à la situation désastreuse d'avant.

Le transfert des responsabilités à une mission politique oblige à prêter attention aux différentes options pour relever les grands défis, comme la sécurité et la gouvernance, en vue de garantir une transition effective. Les délais fixés à toute transition doivent être le résultat d'évaluations politiques et opérationnelles minutieuses. Il faut aussi prêter une attention particulière à l'équilibre entre des facteurs comme les revendications politiques, les pressions financières et la pérennisation de la paix. Une mission politique doit se consacrer directement à créer les capacités publiques nécessaires pour la coordination des initiatives de développement économique et social. Nous estimons que ce dernier point est indispensable si nous voulons améliorer les conditions de vie dans les zones les plus vulnérables. C'est une mesure inévitable si nous voulons nous attaquer aux causes

profondes et aux problèmes sociaux qui sont source de violence et d'instabilité.

Parmi les actions nécessaires à prendre à l'heure de la transition, j'inclurais l'adaptation aux besoins des pays hôtes et l'intégration des groupes vulnérables comme les femmes et les jeunes, deux groupes importants en tant qu'agents du changement et de pérennisation de la paix. En outre, il est nécessaire de favoriser des actions conjointes et liées au système des Nations Unies. Il convient de souligner la nécessité d'allouer des ressources financières suffisantes aux programmes d'appui à la paix et au développement, sans oublier la souplesse appropriée en temps d'instabilité politique.

S'agissant du développement économique durable, des institutions comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international remplissent des tâches fondamentales via les initiatives qu'elles prennent. Elles assurent que les pays hôtes disposent des capacités et des ressources nécessaires au maintien de paix au moyen de leurs programmes d'assistance technique, de leurs projets de réforme judiciaire, et de leurs politiques de cohérence sociale. Les fonds d'affectation spéciale représentent un outil approprié pour l'allocation de fonds à ces projets d'urgence et un appui budgétaire si nécessaire durant la phase post-conflit. Il convient aussi de renforcer les partenariats stratégiques entre les Nations Unies, les bailleurs de fonds bilatéraux et internationaux, les institutions financières multilatérales et le secteur privé.

En outre, un aspect fondamental pour notre délégation est la vulnérabilité liée aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles, qui sont communs à beaucoup de régions en conflit. Certains de ces pays se caractérisent par un écosystème fragile qui crée des conditions précaires entraînant des déplacements humains qui menacent la paix, la stabilité et la sécurité. Ce sont là quelques-uns des nombreux défis dont il convient de tenir compte au moment d'élaborer les stratégies de sortie, pour prévenir ainsi l'intensification et la récurrence des conflits. Nous reconnaissons l'excellent travail qu'effectue la Commission de consolidation de la paix et recommandons une meilleure coopération avec le Conseil de sécurité.

Notre préoccupation centrale est que l'on accorde l'attention voulue aux pays qui sortent d'un conflit. Au Conseil de sécurité, nous devons utiliser notre pouvoir organisateur pour que les acteurs clefs et les partenariats stratégiques avec les organisations régionales et sous-régionales aient un impact positif. Tel

est l'exemple donné par l'Union africaine, un scénario qui permet de garantir la cohérence avec les initiatives entreprises au plan national, ainsi que l'échange régulier d'informations.

La réconciliation est un objectif clef dans l'instauration d'une paix durable. Elle contribue indéniablement à empêcher un retour de la violence, en ce qu'elle permet l'établissement de relations entre les personnes et entre les groupes dans la société, ainsi qu'entre les États et leurs citoyens. Nous sommes conscients que le contexte n'est pas toujours le même. C'est pourquoi il faut tenir compte des traits propres à chaque société dans le cadre de l'approche visant à déterminer la nature du conflit et le caractère de la transition.

En conclusion, et aux fins du règlement des conflits structurels actuels, il est nécessaire d'avancer sur la voie du relèvement, de la réintégration et de la reconstruction des pays en conflit, seul moyen pour ces derniers de jeter les bases du développement durable conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030. En outre, on garantit ainsi la participation des citoyens aux processus politiques et économiques afin de promouvoir l'égalité et prévenir la violence à tous les niveaux. Enfin, nous appelons à redoubler d'efforts pour trouver des solutions politiques et financières qui permettent aux gouvernements de mettre en place des institutions nationales solides - garantie effective d'une paix durable.

M. Elé Ele (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Je voudrais tout d'abord remercier la présidence péruvienne d'avoir convoqué cette importante séance. De même, nous souhaitons une chaleureuse bienvenue aux Ministres qui nous ont honorés de leur présence aujourd'hui au Conseil, ainsi qu'aux représentants d'institutions aussi compétentes que la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et la Commission de consolidation de la paix.

Les efforts mondiaux visant au maintien de la paix doivent être redéfinis afin de faire face efficacement aux conflits auxquels nous sommes confrontés actuellement et de lutter contre leurs causes profondes. La complexité et la durée des conflits existants, ainsi que leur imbrication avec l'extrémisme violent, le terrorisme et la criminalité organisée, font qu'il est nécessaire d'investir dans la réorganisation de l'architecture des Nations Unies en vue d'appuyer les efforts que déploient les pays pour consolider la paix dans le monde. À cet égard, la République de Guinée équatoriale prend acte des efforts du Secrétaire général António Guterres pour garantir

la cohérence politique et opérationnelle, ainsi que des projets visant à améliorer la direction des opérations, l'application du principe de responsabilité et les capacités de l'ONU à l'appui de ce programme important.

En particulier, nous convenons qu'investir dans le développement mondial, inclusif et durable est le meilleur outil de prévention contre les conflits violents. Par conséquent, nous saluons les efforts que déploie le Secrétaire général pour garantir une réforme du système de développement de l'ONU. Nous saluons l'action et le rôle sans pareil de la Commission de consolidation de la paix en ce qui concerne son appui à ces processus dans le monde, et en particulier l'Initiative africaine de solidarité, le Cadre commun ONU-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité et le mémorandum d'accord signé entre la Commission de l'Union africaine et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, qui encouragent activement l'égalité des sexes, dans le plein respect du principe de la souveraineté nationale.

Ces dernières années, les conséquences des conflits ont entraîné certains pays dans l'instabilité politique, la pauvreté, les violations des droits de la personne, la dégradation des infrastructures et l'affaiblissement des institutions. Les pays sortant d'un conflit ou d'une guerre doivent affronter de multiples défis dans les domaines de l'économie, des infrastructures, de la reconstruction, de l'élimination de la pauvreté, de la création d'emplois, de l'éducation, de la santé publique et de la sécurité sociale. Dans ces situations, les efforts de la communauté internationale doivent s'attacher à apporter une assistance sincère aux pays concernés aux fins de leur relèvement économique, dans le cadre duquel la priorité doit être accordée à l'industrialisation, à la modernisation de l'agriculture et au développement des ressources humaines, et où la consolidation des programmes éducatifs doit aussi occuper une place de choix.

Il est indispensable d'aider les pays qui sortent d'un conflit à concevoir des stratégies intégrales de reconstruction et de développement durable après un conflit, en tenant compte des circonstances de chaque situation. Il n'existe pas de modèle unique pour la construction de la paix, comme nombre de mes collègues du Conseil l'ont souligné. La communauté internationale, en fournissant une assistance, se doit de respecter les caractéristiques propres aux États individuels et de tenir compte de leurs opinions, étant donné qu'ils sont les premiers concernés par leur stabilité et leur reconstruction. Nous appelons

à cet effet la communauté internationale à accorder une plus grande attention au développement socioéconomique des États en situation d'après-conflit.

Les expériences positives de la Côte d'Ivoire, du Libéria et de la Sierra Leone, pour ne citer que quelques exemples, méritent notre reconnaissance en tant qu'ils sont des exemples concrets et pratiques d'enseignements tirés et de pratiques optimales. Dans d'autres régions d'Afrique, des pays ont aussi lancé des processus similaires et nous leur présentons tous nos vœux de succès. Nous invitons les acteurs des différents conflits à faire passer en premier les intérêts supérieurs de leurs pays et à agir de leur mieux en faveur de paix et de la stabilité dans leur pays.

Dans ce contexte, nous réaffirmons que les missions des Nations Unies déployées dans le monde ne constituent pas un objectif en soi, mais sont un outil à notre disposition pour appuyer et accompagner les processus de rétablissement de la paix dans les pays touchés par des conflits. En conséquence, le but ultime d'une intervention doit être de consolider la paix. À l'heure de leur retrait, il devra être accompli en étroite collaboration avec le Gouvernement local, par un transfert ordonné et bien défini des responsabilités et attributions aux forces et services locaux.

Pour terminer, nous sommes d'avis que l'action menée par la Commission de consolidation de la paix donne une idée globale et complète des défis que font naître les guerres et conflits. La Commission de consolidation de la paix, qui coordonne tous les efforts multilatéraux, renforcera sans aucun doute la coopération entre toutes les parties, notamment les organismes et entités des Nations Unies, les États Membres, les autorités nationales, les missions et équipes de pays des Nations Unies, les organisations régionales et sous-régionales, les institutions financières internationales, la société civile, les groupes de femmes, les organisations de jeunes et, au besoin, le secteur privé et les organismes nationaux de défense des droits de la personne.

Une telle coordination est indispensable si nous voulons traiter ces situations d'une manière ample et sans exclusive dans le cadre de la coopération pour le développement. À cet égard, la Guinée équatoriale considère qu'il est prioritaire de resserrer les contacts et échanges entre la Commission et le Conseil de sécurité. Dans ce sens, nous soulignons l'utilité de réunions interactives, comme la présente séance, ainsi que la nécessité d'augmenter la fréquence des contacts entre les deux institutions.

M. Djani (Indonésie) (*parle en anglais*) : C'est un honneur, Monsieur le Président, que de vous voir présider la présente séance. Je souhaite également la bienvenue au Ministre colombien des relations extérieures, M. Carlos Holmes Trujillo García, au Ministre haïtien des affaires étrangères et des cultes, M. Bocchit Edmond, et à mon voisin et frère, le Ministre timorais des réformes juridiques et des affaires parlementaires, M. Fidelis Leite Magalhães.

Nous remercions le Secrétaire général et nos collègues de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement de leurs exposés, et savons gré à la présidence péruvienne d'avoir organisé cette importante séance.

Les missions de maintien de la paix et les missions politiques spéciales comptent parmi les outils les plus efficaces dont dispose l'ONU pour promouvoir la paix et la stabilité, mais elles n'ont rien d'une baguette magique. Il y a une limite à ce qu'elles peuvent accomplir. Bon nombre des conflits d'aujourd'hui sont insolubles. Le départ de ces missions a souvent lieu alors que le maintien de la paix est toujours confronté à des difficultés – dont certaines risquent de provoquer une rechute dans le conflit. Il est impératif d'améliorer la gestion des transitions pour jeter les bases d'une paix durable. Nos délibérations ce jour sont très opportunes, en cette époque de transitions en cours au Darfour et en Haïti. Je tiens à souligner quatre points importants pour réussir les transitions.

Premièrement, nous devons changer la façon dont nous percevons les transitions. Ces dernières ne doivent pas être considérées comme une fin en soi, mais plutôt comme un processus de long terme qui commence avant la fin d'une mission et se prolonge au-delà de sa fermeture. Aucune entité des Nations Unies ne peut à elle seule pérenniser la paix tout au long d'une transition. Il nous faut nous doter d'une planification précoce et intégrée, mettre à profit les atouts des différents organismes des Nations Unies et établir une répartition des tâches claire, notamment entre la mission et l'équipe de pays des Nations Unies. Le partenariat avec des acteurs extérieurs au système des Nations Unies, notamment les organisations régionales et les institutions financières internationales, est tout aussi impératif.

Deuxièmement, nous devons reconnaître la primauté de l'appropriation et de la direction nationales. La consolidation de la paix doit se faire au niveau national. Il n'existe pas d'approche unique. Pour être réussie, une transition a besoin de capacités locales et nationales

renforcées, afin de pouvoir faire fond sur les acquis de la mission. Il est essentiel que les acteurs nationaux compétents participent, sans exclusive, à la consolidation de la paix. L'appui international peut jouer un rôle de catalyseur, mais il doit être fourni conformément aux stratégies et aux besoins du pays en matière de consolidation de la paix, dans le plein respect de sa souveraineté.

Troisièmement, il faut un financement adéquat, prévisible et durable, en particulier après le retrait de la mission. Il faut investir davantage dans l'aide publique au développement liée à la consolidation de la paix. La Commission de consolidation de la paix doit étudier plus avant les modes de financement novateur envisageables pour la consolidation de la paix, notamment s'agissant de débloquent les ressources financières nationales. Les conclusions de la première équipe spéciale de la Commission de consolidation de la paix chargée des partenariats avec le secteur privé, facilitée par l'Indonésie, n'ont rien perdu de leur bien-fondé.

Il nous plaît que le rapport du Secrétaire général sur la consolidation et la pérennisation de la paix (S/2019/448) ait dûment pris acte de la précieuse contribution qu'apporte la coopération Sud-Sud à la consolidation et à la pérennisation de la paix. La coopération Sud-Sud permet aux donateurs traditionnels et aux institutions financières internationales d'ajouter leur pierre à l'édifice grâce à des arrangements triangulaires. Les hauts responsables de l'ONU doivent étudier plus avant le potentiel que recèle la coopération Sud-Sud. Le Bureau d'appui à la consolidation de la paix et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud pourraient lancer des projets conjoints pour aider les pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix. Le développement, la croissance économique, l'amélioration de la qualité de vie et l'élimination de la pauvreté doivent également être au sommet de nos priorités si nous voulons maintenir une paix durable.

Quatrièmement, nous devons renforcer le rôle consultatif de la Commission de consolidation de la paix pour appuyer les travaux du Conseil durant les transitions. La Commission fournit des observations eu égard au renouvellement du mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine. Ces pratiques optimales pourraient être reproduites dans d'autres missions. En prodiguant des conseils adaptés au contexte et aux circonstances, la Commission permettrait de garantir

que les priorités nationales sont prises en compte dans la définition du mandat par le Conseil.

Nous estimons qu'il serait utile d'améliorer le rapport du Secrétaire général pour chaque mission en y incluant des recommandations visant à réduire au minimum les risques liés au départ de la mission, ainsi que des objectifs clefs à atteindre pour assurer une transition responsable. La Commission de consolidation de la paix doit exploiter au mieux son rôle fédérateur pour faciliter les synergies et la cohérence de la consolidation de la paix tout au long des transitions en collaborant activement avec tous les organismes compétents des Nations Unies et les agents d'exécution sur le terrain.

Pour terminer, en tant que pays fournisseur de contingents et de personnel de police comptant parmi les plus importants, nous estimons humblement que le succès d'une mission de maintien de la paix ou d'une mission politique spéciale ne peut être mesuré que lorsqu'elle n'est plus sur place et que le pays croît de manière pacifique alors qu'il n'y a plus de soldats de la paix sur son territoire.

M. Moriko (Côte d'Ivoire) : La Côte d'Ivoire félicite le Pérou de l'organisation de cette séance d'information du Conseil de sécurité présidée par son Ministre des relations extérieures, S. E. M. Néstor Popolizio Bardales, qu'elle félicite pour la conduite remarquable de nos travaux.

Elle salue la participation du Secrétaire général, M. António Guterres, dont elle apprécie une fois de plus la qualité de la présentation et la pertinence des recommandations.

Qu'il me soit également permis de noter avec intérêt la présence et les contributions du Ministre des relations extérieures de la Colombie, en sa qualité de Président de la Commission de consolidation de la paix, du Ministre des affaires étrangères et des cultes d'Haïti ainsi que du Ministre des réformes judiciaires et des affaires parlementaires du Timor-Leste.

Ma délégation remercie enfin, pour leurs présentations fort instructives, M. Franck Bousquet, Directeur principal du Groupe Fragilité, conflits et violence de la Banque mondiale, et M. Yero Baldeh, Directeur du Bureau chargé de la coordination des États en transition de la Banque africaine de développement.

La problématique du renforcement des partenariats pour une appropriation nationale des transitions fait partie de l'histoire récente de mon pays et constitue

une expérience qu'il peut partager pendant son mandat au Conseil de sécurité. Après 13 années de présence, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, considérée de l'avis de nombreux observateurs comme une « success story », a pris fin le 30 juin 2017. La transition en Côte d'Ivoire s'est nourrie d'une appropriation nationale forte de l'ensemble du processus de sortie de crise et de consolidation de la paix, caractérisé par une étroite coopération entre le Gouvernement ivoirien et l'ensemble du système des Nations Unies, renforcée par des partenariats stratégiques coordonnés avec les acteurs institutionnels régionaux et les partenaires de développement.

Ces facteurs ont permis au Gouvernement ivoirien de s'approprier les axes prioritaires de la transition identifiés par le Conseil de sécurité et le Secrétariat, notamment la réconciliation nationale, la cohésion sociale, la mise en place des institutions chargées de la sécurité et de la défense en vue d'assurer la paix et la stabilité du pays, ainsi que le renforcement de l'état de droit, la protection et la promotion des droits de l'homme.

La Côte d'Ivoire voudrait, à la lumière de son expérience, insister sur la nécessité de définir des objectifs prioritaires clairs et précis dans des domaines jugés indispensables à la réussite du plan de transition, tout en tenant compte des facteurs de vulnérabilité susceptibles de causer une résurgence de la crise. La définition de ces objectifs doit se faire à l'initiative du Gouvernement du pays hôte, en associant les autres acteurs nationaux pertinents, en lien avec le système des Nations Unies présent sur place. Il s'agit de définir une vision politique claire et partagée de la transition, régulièrement évaluée pour en mesurer la mise en œuvre et prévoir les ajustements nécessaires au mandat de la mission onusienne. Une appropriation nationale du processus permet aussi d'assurer au mieux la prise en compte des couches les plus vulnérables de la population dans les plans de transition et de générer une perception commune des priorités par les acteurs nationaux et les partenaires de développement.

Ma délégation est également d'avis que la réussite d'une transition est tributaire d'une bonne communication sur les objectifs et le bien-fondé de l'action onusienne, indispensable au nécessaire climat de confiance entre les Nations Unies, le Gouvernement du pays hôte et tous les acteurs locaux. Je voudrais à cet égard souligner le rôle crucial de la Radio ONUCI FM, qui, dans le processus de transition en Côte d'Ivoire, a

contribué à l'œuvre de promotion de la paix et de la cohésion sociale, poursuivie aujourd'hui par la Radio de la paix, qui a pris la suite de l'ancienne Radio ONUCI FM.

Ma délégation tient également à souligner la contribution significative au processus de transition des acteurs régionaux et sous-régionaux, ainsi que des bureaux régionaux des Nations Unies, comme le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, dont la médiation et les missions de bons offices ont soutenu le plan de transition. Le rôle des organisations régionales et sous-régionales est capital, comme l'a montré le soutien de l'Union africaine et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest aux actions menées dans le cadre de la mise en œuvre du plan de transition.

En Côte d'Ivoire, les plans nationaux de développement mis en place par le Gouvernement ont également bénéficié de l'appui des partenaires bilatéraux et multilatéraux, ainsi que des institutions financières internationales, facilitant ainsi la reconstruction économique, la lutte contre la pauvreté et l'amélioration de l'accès à l'éducation et à la santé. Ma délégation voudrait à ce propos saluer la coopération fructueuse entre la Commission de consolidation de la paix et le Gouvernement ivoirien, qui a permis de mobiliser les ressources nécessaires au financement des projets prioritaires dans le cadre de la consolidation de la paix.

La réussite d'un plan de transition est tributaire d'une convergence de facteurs, fondés sur une réelle volonté de sortie de crise et une appropriation nationale forte du processus de transition. Cette appropriation doit être également soutenue par un ensemble de partenariats stratégiques avec le système des Nations Unies, les acteurs régionaux et les partenaires bilatéraux et institutionnels de développement. Au moment où les regards se tournent vers d'autres pays en transition, la Côte d'Ivoire souhaite que les plans de transition les concernant puissent bénéficier d'une même approche d'appropriation nationale et de mêmes appuis que ceux dont mon pays a pu bénéficier.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères et des cultes de la République d'Haïti.

M. Edmond (Haïti) : Je voudrais tout d'abord remercier la présidence péruvienne du Conseil de sécurité d'avoir bien voulu m'inviter à participer à cette importante réunion, au titre de la question intitulée « Consolidation et pérennisation de la paix ».

Je me félicite de la pertinence du thème de la réunion et de l'excellente qualité de la note de cadrage établie pour orienter nos discussions (S/2019/540, annexe). J'en profite pour saluer la présence du Secrétaire général et du même coup, pour le remercier pour ses efforts combien remarquables en faveur de la paix.

Il est important que nous poursuivions une réflexion soutenue sur les principales exigences de la paix durable, en tenant compte de la situation particulière de chaque pays. Nos discussions doivent être axées sur les trois piliers interconnectés et interdépendants de l'action de l'Organisation, ainsi que sur la prise en compte des problèmes réels des pays, des besoins essentiels des populations et des priorités fixées par les autorités nationales.

D'où la nécessité d'un effort particulier de cohérence, de renforcement de partenariats, de création de nouveaux partenariats et de coordination à tous les niveaux, en vue de faire renaître la confiance et de maximiser les possibilités de développement à long terme. C'est dans le cadre de ces échanges constructifs que nous pourrions partager les meilleures pratiques et identifier les mesures susceptibles d'améliorer la qualité de vie des populations concernées et d'aller plus loin en termes de promotion d'une paix durable. J'insiste pour dire que la paix durable va de pair avec le développement à long terme et les solutions fragmentaires seront toujours fragiles. Je répète : J'insiste pour dire que la paix durable va de pair avec le développement à long terme et les solutions fragmentaires seront toujours fragiles.

Je salue les efforts déployés au niveau de l'Organisation, notamment par le Secrétaire général, en vue de la consolidation et de la pérennisation de la paix. Je voudrais, toutefois, souligner à la meilleure attention de tous, que la situation de la République d'Haïti doit être bien comprise. Les membres du Conseil conviendront d'emblée avec moi que mon pays n'est pas sorti d'une situation de conflit armé. Du déploiement, en 2004, de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, nous avons évolué vers la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti (MINUJUSTH), qui, à compter du 16 octobre prochain, sera remplacée par le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti, conformément à la résolution 2476 (2019), adoptée le 25 juin dernier par le Conseil de sécurité. Je salue une fois de plus l'adoption de cette résolution, hors du Chapitre VII de la Charte de l'Organisation, ce qui constitue une évolution positive et une reconnaissance des efforts

déployés par les autorités haïtiennes avec l'appui des missions des Nations Unies.

Des progrès indéniables ont été réalisés en Haïti, dans un contexte particulièrement difficile, en matière de sécurité et de stabilité depuis 2004, notamment en ce qui concerne le renforcement des capacités de la Police nationale d'Haïti. Il en est de même dans les domaines de la démocratie, de la justice, des droits de l'homme et de l'état de droit. Cependant, beaucoup reste à faire. À cet égard, nous notons avec intérêt les principales tâches assignées au Bureau intégré des Nations Unies en Haïti, aux termes de l'article premier de la résolution susmentionnée.

Je m'en voudrais de ne pas souligner qu'on ne saurait construire une paix durable dans un contexte marqué par la pauvreté, la faim, les inégalités sociales et l'exclusion. Aussi convient-il de prendre en compte l'importance grandissante des effets des changements climatiques et des catastrophes naturelles sur la sécurité et la stabilité du pays. C'est, dans une large mesure, l'idée défendue avec opiniâtreté par le Groupe consultatif *ad hoc* sur Haïti du Conseil économique et social, suite à sa dernière mission dans le pays. Le Groupe insiste pour une meilleure compréhension de toutes les questions liées à l'insécurité, à la délinquance, à l'instabilité et à la paix en Haïti.

La présence intégrée des Nations Unies doit tendre, tout compte fait, à appuyer les efforts des autorités nationales et les initiatives de la société civile pour s'attaquer aux causes profondes de la méfiance, de l'insécurité et de l'instabilité, qui constituent à coup sûr de véritables freins au développement à long terme du pays.

J'ai pris bonne note des judicieuses observations des membres du Conseil et de leur appui au processus de transition de la MINUJUSTH au Bureau intégré des Nations Unies en Haïti. Les membres du Conseil peuvent être assurés que le Président de la République, S. E. M. Jovenel Moïse, et le Gouvernement de la République sont pleinement conscients de leur responsabilité d'améliorer les conditions de vie du peuple haïtien, et qu'ils n'épargneront aucun sacrifice en ce sens.

La délégation haïtienne continuera de plaider pour l'établissement de missions des Nations Unies qui soient à la hauteur des principales urgences auxquelles font face les pays concernés. Dans le cas de mon pays, je me limiterai à citer, ici, les urgences sécuritaires, alimentaires, environnementales et humanitaires, y compris le choléra.

Qu'il me soit permis d'insister sur deux questions qui me paraissent dignes d'une attention accrue : d'un côté, l'importance d'un financement inconditionnel et à un rythme soutenu des efforts de développement à long terme et, de l'autre, la nécessité d'un dialogue soutenu, dans le respect des fonctions et pouvoirs respectifs, entre le Conseil de sécurité et d'autres organes du système des Nations Unies, notamment le Conseil économique et social, afin que la présence onusienne dans un pays comme Haïti soit intégrée, équilibrée et en synergie avec les trois piliers de l'action de l'Organisation.

Pour conclure, je dirai que la volonté de promouvoir une paix durable implique nécessairement celle d'améliorer les conditions de vie de toutes les populations concernées, en gardant à l'esprit le leitmotiv du Programme de développement durable à l'horizon 2030 : « Ne laisser personne de côté ».

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des réformes juridiques et des affaires parlementaires du Timor-Leste.

M. Leite Magalhães (Timor-Leste) (*parle en anglais*) : Je salue chaleureusement le Conseil de sécurité au nom de mon gouvernement et de tous mes compatriotes. Je remercie aussi sincèrement la présidence du Conseil de sécurité, le Pérou, de m'avoir invité à prendre la parole au Conseil, auquel l'histoire de mon pays est à jamais liée.

Pour le Timor-Leste, le présent débat tombe à point nommé car il coïncide avec le vingtième anniversaire d'une consultation populaire engagée par l'ONU et décidée par le Conseil dans le cadre d'une mission politique spéciale, la Mission des Nations Unies au Timor oriental, qui nous a permis d'exercer notre autodétermination. À la suite de notre vote en faveur de l'indépendance, le Conseil a décidé de créer l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO). Pendant 10 ans, différentes missions ont succédé à l'ATNUTO pour enfin être remplacées en 2012 par la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste (MINUT). C'est donc un honneur pour moi de partager avec les membres du Conseil le point de vue d'un pays hôte, ainsi que quelques réflexions sur l'importance des partenariats et des transitions dirigées par les pays pour garantir le succès de la consolidation et de la pérennisation de la paix.

En m'inspirant du partenariat entre mon pays et l'ONU, je commencerai par souligner tout d'abord l'importance du leadership et de l'appropriation. Il

n'est pas possible de prendre en main les processus de transition et, partant, d'impliquer les populations sans la pleine participation des dirigeants nationaux. Il est d'une importance capitale d'engager des consultations régulières, approfondies et constructives avec les gouvernements nationaux et les dirigeants locaux tout au long d'une mission, et de manière plus intense à mesure que la fin du mandat de celle-ci approche, en vue de garantir la prise en main des processus. Il faut donner aux gouvernements l'espace nécessaire pour déterminer la durée de vie et le plan de retrait de la mission. Dans une lettre datée du 20 septembre 2012 adressée au Secrétaire général, notre ancien premier ministre, Xanana Gusmão, a insisté sur la nature des relations pendant la transition, comme suit :

« Le Gouvernement timorais, en consultation avec la MINUT et les autres parties prenantes, est chargé de se prononcer sur la nature, les activités et le rôle des Nations Unies après le retrait de la MINUT » (S/2012/736, *annexe*, p. 2).

Dans notre cas, un comité de haut niveau, composé de représentants de l'État timorais et de la MINUT, a été créé afin d'élaborer un plan commun de transition pour assurer le suivi de la mise en œuvre des activités de la MINUT, et notamment de procéder au transfert de responsabilités. La stabilité continue, la tenue d'élections libres et régulières, la formation d'un gouvernement national sur la base de ces élections, garantissant un espace démocratique à l'opposition, ainsi que les progrès réalisés dans d'autres domaines recensés dans le cadre du processus de transition, tels que la police et la sécurité, l'état de droit, la justice et les droits de l'homme, la gouvernance démocratique et les éléments du développement économique, nécessitant l'assistance spécifique de la Mission, faisaient partie du plan commun de transition. Une fois ces éléments réunis, nos dirigeants nationaux ont jugé préférable de continuer à fournir une assistance par l'intermédiaire de l'équipe de pays des Nations Unies et des partenaires bilatéraux et multilatéraux, plutôt que par l'entremise d'une opération de maintien de la paix ou d'une mission politique spéciale.

Les dirigeants timorais ont également proposé de nouer avec l'ONU une relation de coopération sans précédent, en nommant un envoyé spécial du Secrétaire général qui serait chargé du développement et du renforcement institutionnel sur la base du Plan de développement stratégique du Timor-Leste et qui établirait également un lien direct avec le Bureau du Secrétaire général.

Une mission ultérieure du Conseil de sécurité, effectuée en novembre 2012, a permis de vérifier les progrès tangibles accomplis dans de multiples domaines, ainsi que les étapes franchies, qui reflètent la consolidation de conditions propices à l'édification d'une paix durable, à la mise en place d'une gouvernance démocratique et à l'instauration de l'état de droit et au développement socioéconomique durant la période de transition. Le rapport de la mission (S/2012/889) a également confirmé la position consensuelle des interlocuteurs timorais, qui ont demandé que la mission des Nations Unies prenne fin et articulé leur vision des prochaines étapes du développement, et qui ont proposé la nomination d'un envoyé spécial du Secrétaire général.

Au moment de la clôture de la MINUT, l'appropriation et l'encadrement locaux, ainsi que l'instauration d'un dialogue continu, étaient devenus des principes qui ont contribué à la réussite de la Mission et à son retrait progressif.

Je tiens également à souligner que le financement des aspects relatifs au développement durant la phase de transition postérieure au retrait de la Mission est essentiel à la pérennisation de la paix. L'aide publique au développement doit être bien coordonnée pour être efficace et soutenir véritablement le plan de sortie. Le déploiement de conseillers doit être axé sur ces besoins stratégiques de manière ciblée.

Enfin, même si nous espérons que notre expérience peut être utile alors que le Conseil envisage une réduction des effectifs ou le retrait de certaines missions de maintien de la paix et missions politiques, par exemple l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti et le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau; nous savons tous d'expérience qu'il n'existe pas de solution unique pour tous les cas ni de remède rapide.

Il faut trouver le bon équilibre, et les dirigeants de chacun de ces pays doivent s'impliquer, pour mettre en place une stratégie de sortie intégrée avec l'appui de la Commission de consolidation de la paix et la contribution des institutions financières internationales et régionales, des commissions régionales et des équipes de pays des Nations Unies, ainsi que des autres entités pertinentes du système des Nations Unies, afin de pérenniser une paix durablement acquise.

La séance est levée à 17 h 40.